

le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) : la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou postal
à l'ordre de F. Gambini

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F
Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

15^e ANNEE - N° 288
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
21 avril au 4 mai 1979

1^{er} MAI

Pour la lutte indépendante de classe !

Quatre-vingt dix années sont passées depuis qu'en souvenir des martyrs de Chicago tombés sur le front de la lutte pour la journée de huit heures, le mouvement ouvrier faisait du 1^{er} mai la journée internationale de solidarité de tous les travailleurs.

Depuis cette époque lointaine, la technique appliquée à la grande industrie capitaliste a fait des progrès fantastiques, les forces productives sociales se sont énormément développées et renforcées, le monde entier jouit de ce qu'on appelle les « bienfaits » de la société bourgeoise. Mais, pour la classe ouvrière, le triomphe incontesté de la civilisation du capital a signifié tout, sauf la libération de la peine, du besoin et de la peur.

Quatre-vingt dix années sont passées. Mais, pour des millions et des millions de prolétaires, les huit heures continuent à représenter un horizon lointain. Pour des millions et des millions de prolétaires, elles continuent à représenter une limite au-dessous de laquelle il est interdit de descendre.

Quatre-vingt dix années sont passées. Mais là où la journée de travail a été réduite à moins de huit heures (conquête qui a coûté de dures luttes et dont la défense exige et exigera de dures luttes), elle se traduit par une augmentation énorme de l'intensité du travail, donc de l'usure physique et psychique des travailleurs.

Quatre-vingt dix années sont passées. Mais même dans les pays capitalistes « avancés », l'insuffisance du salaire et le caractère précaire des conditions de vie contraignent des millions et des millions de familles ouvrières à chercher dans les heures supplémentaires, dans le travail au noir, dans le double travail, une solution immédiate au problème angoissant de la survie, tandis que dans les pays « arriérés », jamais la misère et la famine n'ont été si grandes.

Quatre-vingt dix années sont passées et l'armée immense des travailleurs a obtenu par sa lutte le « droit » de jouir d'une quantité plus grande — mais toujours infinitésimale — de l'accumulation de « biens » et de « services » dont la classe bourgeoise est si fière. Mais ce droit a été payé **DANS LES FAITS** par le retour cyclique de ces formes d'épidémie sociale qu'on appelle les crises. Dans leur tourbillon — comme le marxisme l'avait scientifiquement prévu — tout ce qui semblait ou qu'on prétendait sûr devient **ALEATOIRE**, tout ce qui semblait ou qu'on prétendait acquis **S'EN VA EN FUMÉE** : au « travail assuré » succède le chômage partiel ou total, temporaire ou permanent ; aux « revenus garantis » succèdent des salaires incertains, toujours plus en retard sur le coût de la vie.

Comme l'écrivait il y a plus d'un siècle le **MANIFESTE COMMUNISTE**, et comme le confirme encore une fois la situation internationale qui sert de toile de fond à ce 1^{er} mai 1979, pour sortir des crises, la bourgeoisie ne connaît pas d'autres moyens que de « détruire, d'une part, une grande quantité de forces productives », et, « de l'autre, de conquérir de nouveaux marchés et d'exploiter plus intensément les marchés existants ». Ainsi, « elle prépare des crises toujours plus étendues et plus violentes, et elle réduit les moyens pour les prévenir ». C'est pour cela que la classe ouvrière de tous les pays a payé ces quatre-vingt dix années d'incertains « droits acquis » par deux boucheries mondiales, une série interminable de guerres locales, et la menace de futurs conflits encore plus atroces.

PROLÉTAIRES !

Démentie par la dure leçon des faits, l'idéologie mensongère de la marche bénéfique du progrès capitaliste entraîne dans sa faillite l'idéologie parallèle du réformisme et du gradualisme ouvrier.

(suite page 2)

Réunions publiques

• ROUEN

le vendredi 27 avril, à 20 h 30,
Salle Marc Orlan, Saint-Sever.

Le prolétariat et la guerre

• AMIENS

le mercredi 16 mai, à 20 h 30,
Salle Dewailly, place Louis-Dewailly.

Non au contrôle de l'immigration !

Réunion de lecteurs à Grenoble

le lundi 30 avril, à 20 h 30, Centre social Chorrier-Berriat, rue Henri-Le-Châtelier.

Pour une riposte de classe aux licenciements et au chômage !

En marge du 60^e anniversaire de l'Internationale Communiste

La IV^e Internationale et la construction du Parti

Dans des articles récents de notre presse, nous avons montré comment la IV^e Internationale s'attache à démolir les notions marxistes de la dictature du prolétariat et du parti politique de classe, et donc les fondements de la III^e Internationale dont elle se prétend à tort l'héritière et le dépassement, sous couleur de les défendre contre les abandons du post-stalinisme international (1).

La III^e Internationale eut le terrible handicap, dû au poids historique de l'opportunisme et du centrisme, de naître en retard : elle dut en subir les conséquences d'abord dans sa constitution, ensuite tout au long de son cours tourmenté et de sa recherche de solutions tactiques et organisationnelles au difficile problème de la consolidation des partis communistes occidentaux — immatures et non entièrement débarrassés des traditions opportunistes et centristes — et de la conquête d'une influence déterminante parmi les masses ouvrières (2). C'est sur la base d'un bilan critique, tactique et organisationnel, de l'Internationale Communiste, bilan où les partis social-démocrates sont considérés comme « des ennemis déclarés [et le détachement] le plus dangereux du front de classe bourgeois » (3), que notre courant s'est attaché à former, bien avant la reprise de classe, le parti révolutionnaire, dans le développement duquel il voit la condition fondamentale à la fois de cette reprise et de son issue victorieuse.

La IV^e Internationale, au contraire, théorise cette faiblesse de l'Internationale Communiste, son retard, comme une voie obligatoire pour l'avenir. C'est ainsi que Mandel écrit, dans sa brochure intitulée *Construire le parti révolutionnaire* : « L'organisation séparée de l'avant-garde » sans liens intimes et sans intégration « réelle dans la classe aboutit dans le » meilleur des cas au sectarisme stérile, « dans le pire des cas au commandement » bureaucratique et au viol du prolétariat « par un groupe de » dirigeants aventuriers arbitraires » [sic !] [...]. En dehors de cette actualité de la révolution, « l'organisation séparée de l'avant-garde » ne se justifie qu'en fonction de mobilités purement idéologiques, qui risquent « de dégénérer en sectarisme » (pp. 5

Nous traiterons ici de deux autres problèmes qui concernent non seulement la nature et la fonction du parti, mais aussi la possibilité de son existence pleine et entière avant la révolution, et son attitude envers les courants centristes. Il s'agit de deux questions fondamentales qui ont trait au bilan historique de la III^e Internationale (que la IV^e Internationale d'ailleurs se garde bien d'aborder explicitement).

et 28). Ainsi, pour l'organisation trotskyste, c'est seulement la révolution qui permet l'existence du parti — alors que pour le marxisme révolutionnaire c'est précisément l'existence du parti et l'étendue de son influence qui est l'indice le

(suite page 5)

(1) Voir « La IV^e Internationale et la dictature du prolétariat » dans Programme Communiste n° 78, et « La LCR et la fondation de l'Internationale Communiste » Le Prolétaire n° 285.

(2) Voir à ce sujet les chapitres VIII et IX, de la Storia della Sinistra Comunista, traduits dans les numéros 58, 59 et 60 de Programme Communiste, ainsi que Défense de la continuité du programme communiste.

(3) Thèses caractéristiques du Parti, II, 11, dans Défense de la continuité du programme communiste, p. 176.

Pour la lutte indépendante de classe!

(suite de la page 1)

Dans sa version traditionnelle, social-démocrate, il enseignait aux prolétaires que, dans leur lutte d'émancipation contre le capital, ils n'avaient pas besoin de détruire l'Etat bourgeois, mais seulement de le réformer à travers une œuvre patiente de conquête de positions avancées à l'intérieur du « système ».

Dans sa version plus moderne, que les partis d'origine stalinienne (même s'ils la désavouent) tentent de faire passer pour « communiste », il ne se contente pas de présenter le socialisme comme le produit d'une extension progressive des droits et des institutions démocratiques, mais il enseigne aux prolétaires que leur émancipation a cessé d'être, comme le proclamaient les Statuts de la Première Internationale, « un problème social qui embrasse tous les pays où existe la société moderne », pour devenir un problème « local et national », à résoudre pays par pays, dans le respect d'une jalouse indépendance réciproque.

Dans ces deux versions, le réformisme ouvrier prétend enfermer la classe ouvrière dans cette même société dont, selon le socialisme scientifique de Marx et d'Engels, les prolétaires sont appelés par l'histoire à être pour toujours les FOSSOYEURS. Il voudrait transformer la seule classe qui « n'a rien à perdre, dans la révolution communiste, que ses chaînes, et tout un monde à gagner », en esclave RESIGNEE du mode de production existant : craignant Dieu, observant la loi, soumise à la patrie.

PROLETAIRES !

L'appel à la solidarité nationale lancé en chœur par les partis et les syndicats prétendument ouvriers est le prélude, en temps de paix, à la mobilisation sous le signe de la solidarité nationale EN TEMPS DE GUERRE.

Le mot d'ordre des sacrifices, des « luttes responsables », signifie le désarmement de votre classe dans la seule guerre où vous ayez raison de combattre : la guerre CONTRE LE CAPITAL.

Le rappel aux règles du jeu démocratique équivaut à déclarer que l'on renonce pour toujours à l'unique voie tracée par l'histoire comme pont de passage obligé vers la société sans classes, vers le communisme : LA REVOLUTION ET LA DICTATURE DU PROLETARIAT sous la direction du parti révolutionnaire de classe.

Le réformisme ouvrier a abandonné cet objectif, qui n'a et ne peut avoir aucun point de contact avec ceux propres à l'idéologie démocratique. Il a abandonné les méthodes que la lutte pour l'atteindre impose nécessairement et qui sont par définition diamétralement opposées aux méthodes légalistes, pacifistes et conciliatrices du réformisme. Il a abandonné cette indépendance politique et organisationnelle qui seule permet aux prolétaires d'« agir comme classe dans leur lutte contre le pouvoir unifié des classes possédantes ». Il a abandonné l'internationalisme prolétarien en faveur du nationalisme bourgeois et même d'un terne localisme. Tout ceci ne peut que vous rendre désarmés, désunis, sans direction, jusque dans la simple guérilla de résistance quotidienne contre le capital. Tout ceci vous lie les mains en vue non seulement de l'assaut révolutionnaire de DEMAIN, mais de la défense élémentaire du pain et du travail AUJOURD'HUI.

1^{er} mai 1979. Les morts de Chicago et, avec eux, les acteurs anonymes d'un siècle et demi de martyrologie prolétarien dans tous les pays demandent à être commémorés d'une seule manière : EN REPRENANT LA VOIE DE LA LUTTE INDEPENDANTE DE CLASSE !

POUR LA REVOLUTION ET LA DICTATURE DU PROLETARIAT !
POUR LE COMMUNISME !

Austérité, patrie, démocratie

● Baisses de salaires présentes et à venir

Pour la première fois depuis le début de la crise, les statistiques officielles (du ministère du travail s'il vous plaît) avouent une diminution du revenu mensuel net des ouvriers qui aurait baissé en moyenne pendant l'année 1978 de 0,2 à 2,9 % suivant la région et la situation familiale des ouvriers (voir *Le Monde* du 12-4-79). Or ceci est une moyenne, et de plus tout le monde sait que l'indice des prix de l'INSEE est une tromperie. Que dire alors de la réalité ?

Mais ce n'est pas tout. Voici le marché que nos bourgeois proposent maintenant, sous prétexte de diminuer le chômage : acceptez 1 % de diminution et vous aurez 100.000 emplois de plus, 5 % et vous en aurez 500.000, bien que, comme le remarquent *Les Echos* du 9-4-79 « la relation serait sûrement moins automatique et moins avantageuse ». Prolétaires, sacrifiez-vous ! C'est à vous qu'il revient de payer la note de l'anarchie capitaliste, pas au capital qui doit voir ses profits grossir pour vous permettre de vivre !

Mais n'est-il pas temps que les sacrifices, le prolétariat les consente enfin pour sa propre cause ?

● Contre le terrorisme de la bourgeoisie et ceux qui s'en font les complices

Donnant une preuve de plus de son indépendance bien connue, la justice bourgeoise s'est lourdement abattue sur les manifestants du 23 mars que le hasard a livrés aux griffes de la police : les peines infligées immédiatement à des manifestants de toute provenance et de toutes tendances (avec déjà plusieurs mois de prison ferme) pour des délits comme le port d'un manche à balai ou la présomption de jet de pierre, sur le témoignage visiblement truqué des flics stipendiés, n'ont pas paru suffisantes aux garants de l'ordre démocratique, et le parquet a fait appel *a minima* pour qu'un usage encore plus franc et massif soit fait de la loi anti-casseurs. Pendant ce temps-là, après un an et demi, la justice vient de découvrir que l'assassin de Pierre Maitre à

Reims pourrait bien être inculpé, après tout, d'assassinat.

L'inculpation la plus éloquente est celle d'un sympathisant CFDT (rapportée par *Le Monde* du 5 avril 1979), arrêté par des policiers déguisés en manifestants... parce qu'il aurait frappé un membre du service d'ordre CGT ! S'il y a « collusion » et « provocation » comme disent les dignitaires opportunistes, c'est bien celle de leur véritable police syndicale avec les gardiens de la démocratie blindée. La CGT s'est d'ailleurs entretenue fraternellement le 2 avril avec la Fédération Autonome des syndicats de police en reconnaissant « leur volonté de lutter pour la défense et aussi pour l'extension [sic] des libertés publiques et syndicales ».

Quant aux centristes distingués, comme ceux de la LCR, ils peuvent bien maintenant réclamer une riposte contre la répression ! Comme ils l'avaient fait au moment de l'exécution de Baader et de ses camarades, ils ont d'abord tenu à se désolidariser des « violences » du 23 mars et à affirmer leur adhésion au pacte interclassiste qui régit les manifestations enterrementement canalisées par l'opportunisme.

La répression bourgeoise a pour but d'intimider et de terroriser non quelques marginaux et asociaux, mais tous ceux qui essaient de secouer l'ordre capitaliste et d'abord la force que la bourgeoisie redoute vraiment : la classe ouvrière. La solidarité avec les victimes de la répression n'est qu'un mot si elle s'accompagne de l'adhésion à cet ordre pourvu qu'il garde un masque démocratique, et de la révérence envers les partis et syndicats ouvriers qui se font les agents actifs de ce travail d'intimidation à l'intérieur de la classe ouvrière.

● Social-impérialisme et TOM-DOM

En visite à la Réunion, Marchais a déclaré : « C'est une fierté, c'est un honneur pour le parti de la classe ouvrière de France d'être aux côtés de tous les peuples qui, dans le monde, luttent pour la liberté et l'indépendance ». Les ancêtres gaulois des populations réunionnaises ont dû, n'en doutons pas, faire un tour complet dans leur tombe ! Mais Marchais est

moins téméraire qu'il n'y paraît : pour lui les Réunionnais ne luttent que pour « choisir librement leur destin et leur statut ». Ils ont « la volonté de rester dans l'ensemble français, dans la République françaises ».

La hardiesse du langage ne doit pas cacher les solides promesses renouvelées à l'impérialisme français. Pour le marxisme, l'autodétermination n'est qu'une hypocrisie si elle ne va pas jusqu'à la possibilité de la séparation d'avec la métropole.

● L'impérialisme français et l'arbitrage des Jaguar

L'impérialisme français feint d'être au-dessus de la mêlée dans la question du Sahara occidental. Mais comme le remarque élégamment *Le Monde* du 10-4-79, « l'impartialité n'est pas l'indifférence ». On s'en serait douté. Nous avons déjà longuement montré dans ces colonnes comment « la ronde de chacals autour de la proie sahraouie » avait permis le retour en force de l'impérialisme français dans le Maghreb, sous le couvert hypocrite d'arbitrage entre les parties en présence. Et les arbitres modernes ne peuvent se passer de Jaguar...

Or, voici que « les signatures de contrats d'équipements franco-marocains sont tombées de 2.300 millions en 1977 à 722 millions en 1978. De là à présumer que les difficultés marocaines s'aggravent, et pour une part importante en raison de la guerre du Sahara, il n'y a qu'un pas, que les mauvais esprits ne sont pas les seuls à franchir ». De là, ajouterons-nous, à présumer que la guerre du Sahara commence à avoir des répercussions en France, il n'y a également qu'un pas...

Le voyage de François-Poncet à Rabat avait donc sa raison d'être : le Maroc ne montre-t-il pas des velléités d'intensifier la guerre ? En invitant Hassan II à « la modération » l'impérialisme se prépare en même temps un joli atout pour appâter le nouveau régime algérien.

La France hier s'inquiétait d'un « Maghreb fraternellement uni ». Mais c'était contre elle. « Elle n'y trouverait aujourd'hui, conclut *Le Monde*, et ne serait pas la seule, que des avantages. » Mais ce serait une unité sous son haut arbitrage, l'arbitrage des Jaguar...

Voici le sommaire du n° 79 (avril 1979) de

Programme communiste

- Défendre le marxisme, c'est défendre l'arme de la lutte et de l'émancipation du prolétariat.
- Sur le fil du temps — Le prolétariat et la guerre : Socialisme et nation — Guerre et révolution — Guerre impérialiste et guerre révolutionnaire.
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale — Une première conclusion.
- L'Afrique, proie des impérialismes (3) : Les investissements étrangers en Afrique.
- Nouvelles des faux socialismes : A l'Est comme à l'Ouest, la course à la productivité accroît l'exploitation — Socialisme, ou production individuelle ?

el-oumami

N° 3 - mars 79

EN LANGUE FRANÇAISE

- Ou dictature du prolétariat ou dictature de la bourgeoisie.
- L'après-Boumediène en Algérie.
- Tour d'horizon international.
- Le besoin de la solidarité prolétarienne de classe pour les victimes de la répression bourgeoise.
- Foyers en lutte : le sabotage hypocrite des bonzes C.F.D.T.
- Vive le développement des luttes ouvrières au Maghreb.
- Ce qui distingue notre Parti.
- Le 8 mars, journée prolétarienne et communiste.

EN LANGUE ARABE

- Iran : Pour la révolution, il faut le Parti.
- Extraits de la plate-forme de l'Internationale communiste (1919).
- Dans le Golfe aussi, la bourgeoisie attaque les travailleurs immigrés.

Les luttes ouvrières en Iran avant les « journées » de février

Nous avons rappelé dans un article paru dans le n° 286, et consacré avant tout aux pays où se termine le cycle national-bourgeois, la nécessité pour le prolétariat de lutter pour des revendications politiques immédiates, les fameuses « libertés » politiques (d'association, réunion, presse, etc.). Le poids qu'ont pris en Iran ces revendications dans la lutte ouvrière montrent qu'elles sont indissolublement liées à la lutte prolétarienne. C'est ce que nous allons illustrer dans cet article. Un prochain article confirmera avec le bilan des « journées de février » le fait que ces revendications ne peuvent être satisfaites de façon radicale que par la destruction de l'Etat bourgeois, mais aussi que le prolétariat ne peut pleinement tirer profit de sa lutte pour ces revendications que s'il les avance de façon indépendante et les subordonne à l'objectif de son émancipation de classe.

Il faut parcourir l'histoire de ces dernières décennies pour comprendre les événements présents en Iran. Le réseau d'organismes ouvriers qui s'était développé après la chute de Réza Khan en 1941 et qui avait par exemple rassemblé 600.000 ouvriers lors de la « fête » du 1^{er} mai en 1946 fut complètement démantelé par le coup d'Etat de 1953. Il faut dire que le légalisme dans lequel baignaient les dirigeants syndicaux agissant le plus souvent de concert avec les staliniens du Tudeh facilita énormément la tâche à la réaction impérialiste et locale. En même temps, le retour du Chah rendit impossible toute activité politique dépassant le cadre de petits groupes clandestins. L'Iran a connu vingt-cinq années d'un terrorisme d'Etat sans doute inégalé dans l'histoire, dont le symbole est la SAVAK, cette organisation policière née en 1956 et enserrant le pays dans une gigantesque toile d'araignée puissamment centralisée et officiellement destinée à « empêcher la reprise de l'activité des associations interdites ».

Dans la période d'installation du régime après 1953, le pays a connu une dizaine

de grèves ouvrières qui ont déclenché une répression inouïe. C'est ainsi que la grève des 30.000 ouvriers des briquetteries de Téhéran s'est soldée par l'assassinat de 50 ouvriers. La répression systématique a entraîné une telle paralysie du mouvement revendicatif que les dispositions contenues dans la loi de 1946, par exemple celles instituant la journée de 8 heures, le droit de se syndiquer, l'interdiction de faire travailler les enfants de moins de 13 ans, etc., ont pu être supprimées en 1959 pour les ouvriers des ateliers employant moins de 10 personnes (c'est-à-dire la plupart des salariés).

Les statistiques officielles révèlent une exploitation féroce et véritablement négrière de la force de travail : en 1966, sur 1,2 million de travailleurs de l'industrie manufacturière, 200.000 travaillaient moins de 30 heures en moyenne, tandis que 250.000 travaillaient plus de 64 heures (100.000 plus de 71 heures) et 200.000 entre 50 et 60 heures.

De même, alors que la loi interdisait théoriquement le travail des enfants de moins de 12 ans, la statistique officielle de 1976 comptait 130.000 enfants de 10 et 11 ans au travail, dont la moitié dans l'industrie.

Cette concurrence entre les ouvriers était encore exacerbée par la politique systématique de division et de corruption : en 1954, le salaire de base ne représentait que 46,5 % du revenu moyen de l'ensemble des salariés, 31,7 % consistant en primes et en « intéressement », 21,8 % en avantages en nature et autres ressources, tandis que l'écart moyen entre le salaire moyen du manoeuvre et celui du cadre était de 1 à 11 dans le textile.

Les vieux rapports despotiques entre le féodal et le bureaucrate aidés du gendarme d'une part et le paysan traité pire qu'une bête de somme de l'autre se retrouvaient tels quels dans l'industrie, où le féodal et le bureaucrate étaient devenus capitalistes et où l'ouvrier était toujours maintenu au travail sous l'œil du gendarme. Ces vieux rapports per-

sonnels déjà passablement inhumains deviennent insupportables lorsqu'ils sont mis au service de l'accumulation du capital, servant à canaliser par la violence l'exode rural vers l'usine, à habituer les paysans, fraîchement échappés à l'abrutissement et à la misère des campagnes, au baignage de l'usine, aux cadences infernales et aux journées de travail interminables aggravées par le maintien par la violence du prolétariat dans une situation de concurrence maximum.

Nous ne savons pas si les ouvriers iraniens étaient, comme les ouvriers français sous le Second Empire, soumis au système du « carnet de travail » qui, en mettant les ouvriers sous le contrôle de la police, entravait sérieusement le développement de vastes organisations immédiates (système dont jouissent aujourd'hui les travailleurs immigrés avec les cartes de travail et de séjour). Ce qui est sûr, c'est que l'extrême mobilité de la main-d'œuvre exigée par l'accumulation forcée de capital, qui fait naître dans la classe ouvrière le besoin de la plus large liberté de mouvement (pratique et politique), s'est accompagnée en tout cas du contrôle le plus strict par la police des ouvriers sur le lieu de travail même.

Le seul « syndicat » autorisé, l'Organisation Ouvrière Iranienne (O.O.I.), était un appendice de l'Etat. Les principaux dirigeants étaient nommés par la SAVAK. Point n'est besoin de s'attarder sur la fonction de ce « syndicat » qui n'avait rien à envier aux organisations créées naguère par les Zoubatov de la Russie tsariste.

Le terrorisme de l'Etat n'a fait que s'accroître encore après le coup d'arrêt porté à la vague sociale qui grandissait depuis 1956 et qui culmina dans le soulèvement de 1963, où la barbarie de la répression fit 15.000 victimes. En effet la fameuse « révolution blanche » s'accompagnait d'une pression politique d'autant plus grande qu'il s'agissait de trans-

(suite page 8)

NOTES INTERNATIONALES

● Moyen-Orient

Dans l'éditorial de notre dernier journal nous montrions que le véritable spectre contre lequel se coalisent toutes les forces bourgeoises du Moyen-Orient, c'est celui du mûrissement de la lutte sociale, dont l'Iran a donné récemment un exemple et dont les protagonistes sont destinés à être les prolétaires de toute la région. Une confirmation nous vient d'un journal bourgeois (Sole-24 ore du 27-3) qui écrit : « Un rapport « confidentiel » affirme qu'en Arabie Saoudite serait en train de mûrir une situation extrêmement préoccupante avec des tensions révolutionnaires fomentées par la main-d'œuvre étrangère (70 % des ouvriers des puits de pétrole et plus de 80 % des techniciens). Le rapport note qu'une situation iranienne pourrait se créer en Arabie saoudite. Un autre rapport toujours « confidentiel » souligne la fragilité du Koweït, dont les puits de pétrole pourraient être facilement bloqués par les extrémistes ».

Notre salut enthousiaste aux prolétaires et aux paysans pauvres du Moyen-Orient !

● Italie

Les divers plans d'austérité mis en place avec l'appui ouvert des partis « ouvriers » et des syndicats produisent aujourd'hui leurs effets : la fameuse « reprise économique » est là. Les prolétaires vont-ils donc pouvoir desserrer un peu la ceinture ? Pensez-vous ! « Le FMI recommande un traitement sévère... pour consolider la reprise économique », titrent Les Echos du 17-4-79 qui ont mis eux-mêmes les ironiques points de suspension. En effet « le FMI estime que si l'Italie ne veut pas perdre le résultat d'une longue période d'austérité, il conviendrait de réaligner les salaires en fonction de la productivité et non en fonction de l'indice du coût de la vie. » Le capital peut-il avoir une autre logique ?

Paysannerie et révolution en Indochine

Dans la polémique qui opposa il y a maintenant un siècle le marxisme au populisme russe fut débattu le rôle de la paysannerie dans la révolution. « Selon la formule historique de nos adversaires, la révolution russe ne serait ni bourgeoise ni ouvrière, mais paysanne. Quant à nous, nous avons défini la révolution paysanne simplement comme l'autre face de la révolution bourgeoise urbaine » (1).

Si la paysannerie pouvait diriger une révolution elle ne pourrait jamais donner autre chose que le capitalisme, qu'un Etat bourgeois. En réalité les révolutions dignes de ce nom sont menées par des classes urbaines, ou plutôt seule une classe urbaine peut hisser les révoltes et insurrections paysannes à la hauteur d'un mouvement national. Mais ceci ne signifie nullement que la paysannerie n'ait aucun rôle révolutionnaire à jouer. Au contraire, toutes les révolutions bourgeoises radicales sont celles qui ont su entraîner la paysannerie.

La force qui dirige une révolution, ou dans les mains de laquelle la révolution échoit, bourgeoisie ou prolétariat, confère sa nature à l'Etat qui en surgit : Etat bourgeois comme dans la France de 1789, prolétarien comme dans la Russie d'octobre 1917. Mais les troupes qui la font ne se privent pas d'imprimer certains caractères à l'Etat, d'y laisser leur empreinte, d'en déterminer la forme. C'est ainsi que Lénine a parlé à bon droit d'« Etat ouvrier-paysan » (« Comment ? Ouvrier-paysan ? », s'exclama alors Boukharine qui n'avait pas l'assurance de Lénine en matière de dialectique). Marx dit de Napoléon le petit « qu'il représente une classe bien déterminée, à savoir les paysans parcellaires ». Mieux encore, il a parlé du 1^{er} Empire comme d'un « régime paysan » qui imposait sa loi aux villes : était-il éclectique, ou alors tentait-il de définir la forme, le style de l'Etat bourgeois ?

Venons-en au Cambodge. Comment se présentait la révolution qui est advenue en avril 75 ? Comme dans tous les pays d'Extrême-Orient, de la Chine à l'Indonésie, la révolution doit être paysanne,

étant donnée la structure agraire traditionnelle. De plus, en 1970, 78,2 % de la population active travaillait encore dans l'agriculture (76,4 % au Vietnam et 67,8 % en Chine). Nourrissant la population urbaine (12 % de la population, soit 800.000 habitants), elle était aussi soumise au pillage par la bureaucratie d'Etat, les bonzes et l'exportation forcée de riz et de cultures coloniales (caoutchouc, jute) installées par les Français. Dans une telle société, les classes urbaines sont d'une extrême faiblesse (dans la France de 1789 16 % de la population était urbaine, 25 % dans la Russie de 1914) mais surtout d'une extrême inconsistance sociale : petite et moyenne bourgeoisie commerçante et compradore, liée à la propriété foncière et à l'impérialisme, plèbe multicolore vivant dans les pores de la domination impérialiste, étroitesse de la classe ouvrière : pas de véritable industrie. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que le mouvement d'indépendance ait pris la forme d'une société secrète, l'Angkar.

On s'est beaucoup étonné de la xénophobie exacerbée des « khmers rouges » : mais sur qui pouvaient trouver appui une lutte sociale et un mouvement politique qui trouvaient en face d'eux Lon Nol, non seulement créature des Etats-Unis mais en même temps soutenu par les Russes et, à leurs côtés, le sabotage de la part des Vietnamiens ? En même temps que cette organisation s'implantait dans les campagnes, la consommation d'énergie passait de 54 kg d'équivalent charbon en 1970 (333 pour le Vietnam et 541 pour la Chine) à 16 kg en 1975, celle d'acier de 2 kg (10 au Vietnam et 23 en Chine) à moins de 500 g, celle d'engrais de 156 g (4.040 g en Chine) à 61 g. Sous l'effet des bombardements intensifs, la production de riz est passée de l'indice 120 en 1970 à 52 en 1975, tandis que le réseau de communications est entièrement détruit : la famine aux dires des Américains eux-mêmes fait des milliers de morts par jour depuis le début de l'année.

Dans ces conditions, le soulèvement généralisé dans les campagnes, nécessairement dirigé contre la guerre et les Améri-

cains, trouva une direction immédiate naturelle dans l'Angkar. Dans une autre situation, cette organisation, portée par la révolte paysanne, aurait, avec son programme de restauration du pays et de « développement industriel basé sur l'agriculture », trouvé l'appui des classes bourgeoises urbaines (ou plutôt de leurs devancières, vu le retard du pays) comme cela a été le cas dans les autres pays d'Asie, la Chine ou le Vietnam. La situation de faillite totale du pays et surtout la trahison totale du mouvement par la bourgeoisie vietnamienne rendait l'Angkar incapable de garantir le ravitaillement des villes (sans se vendre à l'ennemi américain ou russe ou se livrer aux Vietnamiens). Il obligeait en même temps la paysannerie à refuser de nourrir toute bouche inutile : propriétaires, bonzes, habitants des villes (mais ce n'est pas la première fois que les citadins sont qualifiés d'« improductifs », la France du XVIII^e siècle a connu les physiocrates), à l'exception des bureaucrates dont le pay-

san a traditionnellement besoin pour l'organisation des travaux agricoles.

Voilà donc cette Angkar condamnée à vider les villes et à mobiliser l'ensemble de la population afin de reconstituer les routes, les barrages, les digues, bref les conditions élémentaires indispensables à la production, alors que socialement ceci était impossible sans bouleverser la structure sociale traditionnelle. La révolution prit donc le tour d'une révolution agraire en instituant partout des communautés agricoles sous le contrôle bureaucratique de l'Angkar. Mais en même temps, l'enfouissement et la régression de la révolution dans les campagnes, en privant l'Angkar de toute base urbaine, ne privait pas seulement l'Etat de tout fondement solide : en lui conférant la forme peu civilisée — monstrueuse si vous voulez —, « d'une République paysanne » (2) cette situation devait accuser les traits barbares dont a toujours fait preuve un mou-

(suite page 4)

(1) Voir le Marxisme et la Russie, 1957, dans Programme Communiste n° 68.

(2) Nous avons écrit, dans un article du Proletaire n° 263 que nous invitons les lecteurs à relire, qu'au Cambodge avait eu cours une « révolution paysanne, qui devait donner naissance à un Etat fragile, comme tout Etat reposant sur des bases sociales et économiques agraires » et que le drame des paysans khmers « est qu'ils ne pourront conserver longtemps leur indépendance, pas plus d'ailleurs qu'aucune paysannerie et aucun régime fondé sur elle ».

Nous ne savons pas — quelle imprudence ! — quelle tempête nous allions soulever : « En supposant l'existence d'un Etat « paysan » autonome opposé à l'Etat « bourgeois » vietnamien, le PCI divague et n'hésite pas à introduire un nouveau type d'Etat » (Révolution internationale, n° 60, avril 1979) ! « Le PCI a découvert une nouvelle catégorie d'Etats : les Etats « paysans »... » (Combat Communiste, n° 45, 20 mars 79). Feinte indignation, en réalité car les deux journaux se foutent bien de l'orthodoxie marxiste, dans leur in-

compréhension commune du fait que pour nous « paysan » ne peut être opposé à « bourgeois » mais qu'un « Etat paysan » n'est qu'une façon de se présenter de l'Etat bourgeois. Cela prouve simplement que ces « critiques » n'ont guère de scrupules vis-à-vis de leurs lecteurs. Mais quel est le fond de la question ? S'ils ne peuvent comprendre qu'un Etat bourgeois puisse avoir une empreinte paysanne — même au Cambodge —, ce n'est pas parce qu'ils nieraient à la paysannerie tout « rôle autonome », mais tout rôle, même auxiliaire et subordonné : « le PCI fait resurgir le mythe éculé d'un mouvement révolutionnaire paysan... au Cambodge » (encore R.I., n° 60) ; « Faut-il rappeler au PCI que la violence (...) ne peut servir que les intérêts du prolétariat ou ceux de la bourgeoisie, certainement pas ceux de la classe petite-bourgeoise paysanne qui ne peut jouer aucun rôle indépendant » ? (encore C.C., n° 45). Le mot « indépendant » est de trop car la « petite bourgeoisie paysanne » n'est pas ici même susceptible d'avoir des « intérêts ». Quelle merveilleuse aptitude à passer devant les événements... sans les voir !

Le plus dangereux dans le nucléaire, c'est qu'il est aux mains du capital

Lors de la « grande panne » de décembre dernier, nos gouvernants se sont empressés de demander aux citoyens en général et aux écologistes en particulier : « Alors, vous voulez des centrales nucléaires ou vous préférez des panes chroniques ? Vous voulez de l'électricité « nucléaire » ou des bougies ? » De même, à chaque crise du pétrole, et à propos des événements d'Iran entre autres, l'Etat bourgeois menace la population des affres du manque d'énergie si elle s'oppose à la construction de ces centrales. Et ce n'est certes pas l'accident spectaculaire de Three Mile Island qui est venu contrarier cette propagande toujours plus assommante. A en croire le capital, il est la charité même : s'il se lance à fond dans le nucléaire, c'est pour nous rendre service, c'est pour notre bien. D'ailleurs, d'une façon générale, il ne rêve que de servir les hommes, leur « donner » du travail et les produits de leur travail...

La réalité est bien différente. Le capital exploite la force de travail des prolétaires, et leur abandonne une part décroissante du produit de leur travail. Sa raison d'être n'est pas de servir l'humanité, mais de se multiplier, d'accumuler du capital, toujours plus de capital : il ne peut fonctionner qu'à cette condition. Dans cette société, ce ne sont pas les besoins humains qui déterminent la production, mais les lois de l'accumulation capitaliste.

Il y a plus d'un siècle, Marx et Engels ont montré que le développement capitaliste appelait d'une part l'automatisation croissante de la production, et l'essor de la mécanique puis de l'électronique, des machines automatiques et des ordinateurs, a répondu à ce besoin. D'autre part, ce développement exigeait des sources toujours plus puissantes d'une énergie à la fois concentrée et facile à distribuer. Charbon, pétrole, houille blanche et enfin énergie nucléaire, utilisés directement dans les machines à vapeur ou les moteurs à explosion, ou par l'intermédiaire du gaz et surtout de l'électricité, ont marqué les étapes de l'essor capitaliste. C'est ainsi que le développement de la technique et de la science découlait non pas des besoins humains ou de « lois scientifiques », mais bien des lois du capital.

En particulier, l'énorme consommation d'énergie de la société capitaliste n'est pas due aux besoins de faire chauffer les biberons et les appartements, de faire tourner les moulins à café et les aspirateurs, de

faire avancer la 4 L ou le vélomoteur de l'ouvrier. D'abord, la plus grande partie de cette énergie est utilisée **directement** par la production capitaliste et ses ramifications, transport, commerce, administration, etc. Mais même la partie qui est consommée par l'« usager privé » est déterminée par la production capitaliste **dans son ensemble** : sans essence, à quoi bon fabriquer voitures ou vélomoteurs ? Sans électricité, à quoi bon fabriquer aspirateurs, télévisions, ascenseurs, trains ?... Bref, sans consommation d'énergie, c'est toute la production capitaliste et, partant, la production de capital qui est remise en cause.

Si la société capitaliste consomme **toujours plus** d'énergie, c'est parce que la production capitaliste augmente toujours plus, et si elle augmente toujours plus, ce n'est pas pour satisfaire les besoins humains, mais parce que le capital ne peut pas fonctionner autrement. Il est vrai qu'en produisant du capital, **il est pour produire du capital**, le capitalisme produit aussi des objets qui **peuvent** éventuellement être utiles à l'homme. Il est vrai qu'en accroissant la productivité du travail **pour accélérer la production de capital**, le capitalisme accroît aussi l'emprise de l'homme sur la nature.

Mais il n'y a pas de rapport simple et constant entre l'utilité sociale de la production et du développement des forces productives et l'accumulation du capital. Au contraire, ces aspects sont souvent contradictoires. Et leur rapport est tellement obscurci par la domination générale des exigences du capital qu'il est parfois difficile d'y voir clair **aujourd'hui**. Bien souvent, c'est seulement une fois que le capitalisme aura été détruit avec toutes ses déterminations, qu'on pourra voir s'il est préférable **pour l'homme** de s'habiller avec des textiles synthétiques ou du coton, de tirer de l'énergie de la combustion du pétrole ou de la fission nucléaire, tous procédés aussi « naturels » — ou aussi peu « naturels » — les uns que les autres.

Cependant, on peut dire dès aujourd'hui que la contradiction et l'antagonisme entre les besoins humains et les besoins du capital se généralisent et deviennent toujours plus aigus à mesure que le capitalisme avance dans son stade ultime, l'impérialisme, à mesure qu'il vieillit et pourrit sur pied.

D'abord, parce que la **puissance d'intervention** de l'homme sur la nature augmente, alors qu'il reste **incapable de maîtriser** sa

propre puissance : au contraire, plus ses forces productives augmentent, plus elles **échappent** à son contrôle en obéissant directement aux lois du capital. Or, le capitalisme est **anarchique par nature** : malgré toute sa concentration et sa centralisation, il ne **maîtrise pas** son propre fonctionnement, ni son développement, ni ses conséquences. Nous l'avons rappelé contre tous dans une série de réunions générales du Parti et dans notre presse à une époque où, dans l'euphorie du boom de l'après-guerre, l'idéologie bourgeoise croyait à un essor harmonieux et infini, et nous promettait un bien-être toujours croissant. Aujourd'hui, les premières secousses de la crise ont fait perdre leur superbe aux bourgeois : ils nous parlent de chômage permanent, de restrictions, et s'avouent incapables de maîtriser leur propre mode de production.

Ensuite, l'opposition entre les besoins de l'homme et ceux du capital s'accroît, parce que **toutes** les contradictions du capitalisme deviennent de plus en plus brutales et violentes. C'est le cas aussi pour cette contradiction qui fait que les forces productives sont en même temps des forces **déstructives**, que l'accumulation du capital repose sur la **déstruction** et la **dilapidation** des richesses naturelles et du travail humain. Dans la mythologie bourgeoise, cette contradiction serait inhérente à la « société industrielle », elle découlerait de la « technique » et de la « science » elles-mêmes. En réalité, elle est **inhérente au capitalisme**, parce que le but de toute l'activité capitaliste est **et ne peut être que** la reproduction élargie du capital.

Le « danger nucléaire » n'est qu'un aspect, particulièrement frappant il est vrai, de la pollution et de la dévastation générale que le capitalisme fait subir à la terre et à l'homme, et il reflète cette contradiction. Dans les mains d'une humanité qui maîtrisera et dominera consciemment sa propre activité, l'énergie nucléaire sera peut-être un instrument bénéfique formidable. Dans les mains du capital, c'est une force de **production** extrêmement puissante et en même temps lourde de menaces de **déstruction**. A des degrés divers, c'est ainsi que se présentent tous les aspects de la technique bourgeoise.

Au point où nous en sommes actuellement, on peut dire que cette contradiction va encore s'accroître. La menace de saturation du marché mondial, la menace de la crise générale, **obligent** chaque entreprise et chaque Etat bourgeois à tendre toutes ses

forces pour rester ou devenir « compétitif ». L'exaspération générale de la concurrence qui rend la course au profit plus âpre, pousse tous les Etats bourgeois à se lancer à fond dans le nucléaire sans s'occuper des dangers qu'il présente, et en rognant toujours davantage sur les mesures de sécurité que les capitalistes ont considérées de tout temps comme des faux-frais inutiles.

Dans son développement, et particulièrement dans la situation de « pré-crise » actuelle, le capitalisme ne pourra **qu'aggraver** la pollution générale, **aggraver** les dangers de toutes sortes qu'il fait courir à l'homme et à la terre. Il est donc à la fois **illusoire** et profondément **défaitiste** de prétendre lutter simplement contre l'installation de centrales nucléaires ou telle forme de pollution si on ne lutte pas pour détruire **tous** les rapports capitalistes de production.

Illusoire, parce que cela sous-entend que le capitalisme pourrait exister **sans** détruire la nature, **sans** gaspiller le travail humain ; parce que cela sous-entend que le capitalisme pourrait trouver un **état d'équilibre**, alors qu'il ne peut fonctionner que par une perpétuelle fuite en avant, qui implique un accroissement constant de la production et donc de la consommation d'énergie, et qui implique aussi une exploitation croissante de la classe ouvrière, une prolétarianisation croissante des classes moyennes, une aggravation générale des conditions de vie et une oppression sociale croissante. Parce que cela sous-entend que la pollution tout comme l'exploitation et l'oppression ne sont pas **inhérentes** au capitalisme, mais en sont des aspects contingents, accidentels, ou encore dus à la bêtise ou à la méchanceté des bourgeois, et que par conséquent on pourrait très bien les supprimer **sans toucher** aux fondements du capitalisme. Ce qui est faux.

Défaitiste, car cela revient non seulement à donner à la volonté de lutter contre la pollution, l'exploitation et l'oppression un objectif **impossible**, la réalisation d'un capitalisme propre, harmonieux, pacifique et au service de l'homme, mais à **détourner** l'indignation légitime suscitée par les méfaits du capitalisme de ses causes véritables. Car cela revient en même temps à empêcher toute lutte **réellement efficace** contre le capitalisme et à empêcher la constitution de la force de classe capable de l'abattre. C'est ce que nous montrerons dans un prochain article.

Paysannerie et révolution en Indochine

(suite de la page 3)

vement paysan, même lorsqu'il a des côtés radicaux comme ceux qu'a dû prendre le mouvement paysan cambodgien sous peine de périr. Nous renvoyons à ce sujet tous ceux que l'horreur des scènes des massacres complaisamment mises en valeur par la presse occidentale (qui se garde bien de dire qu'elles sont d'abord le résultat de la guerre américaine), à cette remarque d'Engels à propos de l'immense révolte des Taïping à laquelle celle des khmers ressemble à de nombreux égards : « En somme au lieu de moraliser sur les horribles cruautés des Chinois, comme le fait la chevaleresque presse britannique, il vaudrait mieux reconnaître que c'est une guerre **pro aris et focis**, une guerre populaire pour la survie de la nation chinoise — avec toutes ses prétentions altières, sa bêtise, sa docte ignorance et sa barbarie pédante, si vous voulez, mais néanmoins une guerre populaire. Et, dans une guerre populaire, les moyens employés par la nation insurgée ne peuvent être mesurés d'après les critères courants d'une guerre normale, ni d'après nulle autre règle abstraite, mais d'après le niveau de civilisation de la nation insurgée » (3).

Mais que cherche le paysan asiatique sinon la reconstitution des conditions extérieures de la production. Il n'a jamais connu, **sur la base ancienne**, d'autre méthode pour le faire que la mobilisation de toutes les énergies de la population sous le commandement unitaire de l'Etat central et dans la forme de communautés agricoles égalitaires. Mais les sacrifices qu'il se résigne à subir pour cela, il les trouve insupportables dès que, cette tâche réalisée, le nouvel Etat que le paysan

s'imaginer être la régénération de l'empire d'Angkor se révèle être, quelle que soit d'ailleurs l'idéologie officielle de ses dirigeants et leurs rêves petit-bourgeois, un instrument de l'accumulation de capital sur le dos de la paysannerie.

Et que dire des sacrifices exigés par l'étroitesse de vue de la petite bourgeoisie cambodgienne et sa haine anti-vietnamienne (être réduit à l'état de « minorité nationale » ? Quelle horreur...), renforcée par la trahison de Hanoi, cultivée par les exhortations chinoises, qui devait pousser le régime de Pol Pot dans les bras de Pékin et, par son intermédiaire, de Bangkok et de Washington ?

Sans doute cela explique-t-il, comme le repli de la révolution dans les campagnes, l'effacement rapide du régime de Phnom-Penh (4). Mais la bourgeoisie vietnamienne n'est nullement entrée en libération, elle a ramené avec elle les propriétaires fonciers et les bonzes et aura demain directement les paysans contre elle.

Considérons maintenant la révolution indochinoise dans son ensemble. Si nous avons en effet mis l'accent sur le mouvement paysan cambodgien, ce n'est pas tant pour les résultats qu'il pouvait donner et qui ne pouvaient rester que locaux dans les conditions tragiques auxquelles il a été acculé que pour apprécier le rôle qu'il aurait pu jouer comme levier d'une révolution anti-féodale et anti-impérialiste radicale à l'échelle de la péninsule. L'hypothèse la plus favorable au développement de la lutte de classe prolétarienne eût été en particulier **l'unification de l'Indochine**, qui aurait été facilitée en prenant appui sur les révoltes paysannes. C'eût été également la solution qui aurait laissé le moins de prise à l'impérialisme.

Cette hypothèse **n'a pas été et ne peut plus se réaliser**. On ne peut refaire l'histoire : socialement couarde, la bourgeoisie vietnamienne n'a pris le drapeau de la guerre que poussée par les révoltes paysannes. Elle s'est avérée capable en gros de domestiquer leurs énergies en limitant la portée sociale de la révolution, **sauf au Cambodge** où l'élimination des vieux rapports à la campagne est allée plus loin qu'au Vietnam.

Mais la manière dont la bourgeoisie vietnamienne unifie l'Indochine (d'une part par la violence mais également par l'institution d'une pseudo-fédération de fait) crée au prolétariat au moins autant sinon davantage de problèmes qu'elle n'en résout. De plus elle a permis à la Chine de prendre appui sur la haine qu'elle suscite contre elle, ce qui l'oblige à se jeter dans les bras de l'impérialisme

russe afin de réaliser son objectif national : ce dernier ayant intérêt à avoir des Etats sous sa mouvance — d'où l'idée d'une fédération — mais pas un **Etat unitaire** qui donnerait au Vietnam une plus grande force d'opposition aux prétentions russes. Mais ce faisant, la bourgeoisie vietnamienne a remis la réalisation de son objectif historique entre les mains de l'impérialisme et donc à la dispute entre les appétits des grands brigands que le prolétariat doit combattre **tous à la fois**.

Désormais, la seule force qui peut faire avancer l'histoire en Indochine, c'est le prolétariat, dont la classe ouvrière vietnamienne est l'élément **le plus concentré**, et elle ne peut le faire sans combattre tous les buts de rapine et les mystifications « nationales » de sa propre bourgeoisie.

(3) Voir l'article *Perse-Chine d'Engels*, paru dans *New York Daily Tribune* du 5-6-1857, publié dans *Marx-Engels*, La Chine, UGE, 1973.

(4) *Passe encore que C.C. (toujours dans le n° 45), qui ne donne aucun poids au mouvement paysan et qui ne trouve pas plus d'intérêt à une révolution qui met en place un « Etat bourgeois », s'étonne que nous ayons parlé de « révolution radicale ». Le journal commet un faux, quand il prétend que notre journal « ne trouve pas d'accents assez lyriques pour décrire le régime de Pol Pot ». Voilà bien l'exemple de la position « ultra-classiste » qui croit être radicale en condamnant en bloc tout progrès bourgeois, mais qui se révèle incapable d'imaginer une position de classe indépendante pour le prolétariat : la révolution bourgeoise n'est pas « notre » révolution et nous n'appelons pas le prolétariat à appuyer l'Etat bourgeois qui en*

résulterait mais à combattre dès le début la bourgeoisie pour construire notre Etat sur les ruines de l'ancien (un rappel : fallait-il soutenir la République russe en février 17 ou avons-nous combattu pour sa mort ?).

Dans sa « pénétrante » étude de notre position, C.C. ne s'est pas contenté de commettre ce faux sur notre prétendu « soutien » au régime Pol Pot : il se met même en devoir de trouver une explication à ce « soutien » imaginaire : « La cause de l'enthousiasme du PCI pour ce régime est qu'en fait l'emploi systématique de la violence et de la terreur semble fasciner ce groupe ». Ne trouvant aucun « sens progressif » à la révolution d'avril, ce journal se croit donc en droit de nous « enseigner » que la violence n'est pas au-dessus des classes, refrain habituel : rien n'est plus facile que de construire de toutes pièces la position de l'adversaire afin de pouvoir mieux la démolir...

La IV^e Internationale et la construction du Parti

(suite de la page 3)

plus sûr de la capacité du prolétariat à affronter ses tâches historiques révolutionnaires.

« Ce n'est — continue Mandel — que parce qu'il existe une classe objectivement révolutionnaire susceptible de mener une lutte de classe révolutionnaire, et qu'à condition d'être lié à une telle lutte de classe, que le concept d'un parti révolutionnaire d'avant-garde (et du révolutionnaire professionnel) acquiert une signification scientifique [...]. Sans cette liaison, l'activité révolutionnaire donne certes naissance à un noyau de parti, mais non pas à un parti » (p. 11, souligné dans le texte).

Est ainsi liquidée la possibilité d'un parti revendiquant l'ensemble de ses tâches, fermé et nettement délimité dans ses frontières programmatiques, tactiques et organisatives, qui prépare de longue main la révolution. Un tel parti, naissant dans une période non révolutionnaire ou même contre-révolutionnaire, doit, c'est bien vrai, conquérir le mouvement ouvrier, et peut-être même, comme c'est le cas aujourd'hui, l'aider à renaître. Mais ces liens et cette conquête sont un résultat de son existence, pas sa condition. Il en fut ainsi du parti bolchévique. C'est ce que Lénine rappelait dans sa brochure sur la Maladie infantile, lorsqu'il indiquait, parmi les facteurs qui ont permis la victoire d'Octobre, non seulement la justesse de

la doctrine, le dévouement des militants et leur aptitude à se lier aux masses, mais une longue période de développement où les masses se convainquent par leur propre expérience de la justesse de la direction politique assurée par le parti. C'était aussi le cœur des thèses du II^e Congrès de l'Internationale Communiste sur le rôle du parti, lorsqu'elles affirmaient : « Les notions de parti et de classe doivent être distinguées avec la plus grande rigueur [...]. Le Parti est là précisément pour précéder les masses et leur montrer le chemin » (point 3) (4).

Pour Mandel, par contre, non seulement l'organisation et les tâches militantes complètes, mais même la conscience du parti, ne se forment totalement et ne se délimitent que grâce à l'apport du mouvement spontané de la classe : « Il n'y a pas de vérité toute faite [souligné par nous] qui est transmise de manière passive à une foule censée être ignorante, mais bien un métabolisme [?] d'expériences, un flux et reflux constant d'impressions [sic !] et d'idées, entre la masse moins politisée et l'avant-garde organisée. Ce n'est que lorsque ce flux est fermement établi dans les deux sens [souligné dans le texte] que l'avant-garde a définitivement surmonté le risque de devenir une secte ou une chapelle, qu'elle joue vraiment le rôle de mémoire et d'accumulateur d'expériences collectives de toute la classe » (ibid., p. 29).

Apologie du retard du Parti

En fait, il y a là la capitulation la plus complète devant la spontanéité du mouvement et aussi, soit dit en passant, le fondement de la théorie de la IV^e Internationale sur l'entrisme et la « dialectique des secteurs d'intervention », théorie d'après laquelle le parti doit toujours être en contact avec les masses, avec le mouvement social, quel qu'il soit, pour avoir la capacité historique d'exister et de lutter. Le parti, répondons-nous, est un phénomène qui relève de la clarté politique et de la volonté militante d'un organisme fondé sur ces bases, qui se cristallise dans un programme et dans une organisation de combat. Il peut naître à contresens de la courbe sociale. La montée de cette dernière est nécessaire pour l'extension de son influence et donc pour son développement, pour son agguerrissement et le renforcement de sa capacité de direction révolutionnaire, mais elle ne l'engendre pas par elle-même. Si vous n'avez pas appris cela de la tragédie de la III^e Internationale et du prolétariat mondial dans le premier après-guerre, alors que jamais le mouvement communiste et ouvrier n'avaient connu un tel développement et des conditions apparemment aussi favorables, qu'avez-vous appris, MM. de la IV^e Internationale, pour préparer l'avenir ?

*

Ce refus de la constitution, longtemps avant la révolution, d'un parti nettement délimité qui doit seul conquérir les masses prolétariennes combattantes contre toutes les autres forces politiques, se double dans la IV^e Internationale de la recherche fiévreuse de la conquête directe, non pas des masses, mais de futures ailes centristes dans les partis réformistes, cette conquête étant présentée comme la condition sine qua non de la victoire

révolutionnaire. C'est ainsi qu'en précisant sa vision de « la reconstitution du mouvement ouvrier », H. Weber écrit, dans le numéro spécial de Critique Communiste (8-9) consacré à la « stratégie révolutionnaire en Europe occidentale » : « Le passage au socialisme ne se fera pas sous l'égide d'une fraction ou d'une autre de ces appareils [PC-PS] ayant changé de ligne, mais contre eux, même si individuellement un certain nombre de cadres peuvent être récupérés ». Mais il s'empresse d'ajouter : « Car s'il est illusoire d'escompter qu'une partie de l'appareil s'approprie la ligne des révolutionnaires et change de camp, il est tout à fait légitime, au contraire, de s'attendre à des différenciations importantes au sein des PC de masse et des PS, des tendances centristes de gauche se développant et se radicalisant jusqu'à la scission. Les révolutionnaires ne doivent négliger aucun effort pour stimuler ce processus de différenciation, se lier par le débat et par l'action aux courants centristes de gauche qu'il engendre, ne pas assimiler ces courants aux appareils bureaucratiques dont ils se détachent potentiellement. Si à la faveur de prochaines crises pré-révolutionnaires, une partie substantielle des militants du PC, du PS, des syndicats ne rejoignent pas le camp de la révolution, ne rompent pas stratégiquement et organisativement avec le réformisme, ces crises s'achèveront à coup sûr par une nouvelle stabilisation temporaire du capitalisme ».

Et il ajoute logiquement : « Mais précisément, l'ampleur du développement et de la radicalisation des courants de gauche au sein des organisations réformistes, dépend largement de l'existence d'un pôle révolutionnaire attractif et efficient, capable de marquer profondément les formes et les contenus de la lutte des classes, de peser effectivement sur son cours. Seul un tel pôle révolutionnaire peut agir directement — par sa tactique du front unique — et indirectement — par sa capacité à modifier le champ politique global — sur les contradictions internes des grandes organisations réformistes ».

Remettre le destin de la révolution entre les mains d'ailes centristes alors qu'il s'agit au contraire de lutter contre elles, voilà ce à quoi aboutit l'anti-substitutionnisme de la IV^e. Une telle position est en rupture complète avec l'appréciation historique de la III^e Internationale sur le centrisme. Cette dernière eut à subir la nécessité d'utiliser — sur la base de son

programme et non d'un compromis — des forces étrangères au marxisme intransigeant, du fait du retard du mouvement communiste en Occident. Jamais elle n'y vit la force déterminante de la révolution, bien au contraire.

Lénine dénonçait en 1920 « l'immense danger immédiat pour la libération du prolétariat » constitué par ce que « certains des anciens partis de la III^e Internationale, tantôt cédant plus ou moins inconsciemment devant les désirs et la pression des masses, tantôt les trompant pour conserver leur ancienne situation d'agents et d'auxiliaires de la bourgeoisie au sein du mouvement ou-

vrier, proclament leur adhésion conditionnelle et même inconditionnelle à la III^e Internationale, tout en restant en fait, dans tout leur travail pratique et politique, sur les positions de la II^e Internationale. Cet état de choses est absolument inadmissible. Il introduit parmi les masses un élément de corruption, il empêche la formation ou le développement d'un parti communiste fort, il met en cause le respect dû à la Troisième Internationale en la menaçant du recommencement de trahisons semblables à celle des social-démocrates hongrois hâtivement travestis en communistes » (5).

L'attrait puissant du centrisme

Qu'il agisse consciemment ou « plus ou moins inconsciemment », cela ne change rien à la fonction de l'opportunisme. « C'est l'opportunisme qui est notre ennemi principal », proclamait Lénine au II^e Congrès de l'IC. L'opportunisme des couches supérieures de la classe ouvrière n'est pas du socialisme prolétaire, mais du socialisme bourgeois. La pratique a démontré que les militants du mouvement ouvrier qui appartiennent aux courants opportunistes défendent la bourgeoisie mieux que les bourgeois eux-mêmes. S'ils n'étaient pas eux à la tête des ouvriers, la bourgeoisie ne pourrait pas survivre. Ce qui l'atteste, ce n'est pas seulement l'histoire du régime Kérénsky en Russie, mais aussi celle de la république d'Allemagne dirigée par un gouvernement social-démocrate ; c'est aussi l'attitude d'Albert envers son gouvernement bourgeois ; c'est l'expérience analogue des Etats-Unis et de l'Angleterre. Voilà quel est notre ennemi principal, et c'est lui que nous devons vaincre. Nous devons quitter ce congrès avec la ferme décision de mener cette lutte jusqu'au bout dans tous les partis. C'est là notre tâche essentielle ». Et Trotsky écrivait dans l'Introduction à Terroirisme et communisme en mai 1920 : « Après l'écroulement du social-patriotisme officiel (Scheidemann, Victor, Adler, Renaudel, Vandervelde, Henderson, Plekhanov), le kautskysme international (l'état-major des indépendants allemands, Fritz Adler, Longuet, une fraction importante des socialistes italiens, les « indépendants » anglais, le groupe Martov, etc.) est le principal facteur politique grâce auquel se maintient l'équilibre instable de la société capitaliste [...]. La lutte pour la dictature de la classe ouvrière signifie en ce moment l'action la plus impitoyable contre le kautskysme au sein de la classe ouvrière ».

Est-ce clair Messieurs ? Il s'agit du danger le plus important pour le parti et pour la révolution, et vous en faites la clef de voûte de la victoire révolutionnaire ! Peu importe que vous écriviez centrisme de « gauche », car par nature le centrisme n'accepte pas la rupture irréversible avec les principes de la démocratie bourgeoise et les forces opportunistes qui les adoptent, autrement il serait non pas centriste, mais communiste. Au moment de l'action révolutionnaire suprême, le parti a besoin d'une unité d'orientation, de direction, de mouvement. De là en premier lieu l'exigence du parti homogène, et donc de la rupture résolue avec les partis passés dans le camp des principes de la classe adverse, même s'ils ont les mains propres, et en apparence « ne collaborent pas ». La confusion de méthodes, de tradition, de directives ne peut qu'engendrer la paralysie et la confusion internes, fourriers de la défaite. N'est-ce pas là, encore une fois, la leçon du premier après-guerre, et du retard du mouvement communiste ? Pour reprendre l'expression de Lénine, mieux vaut que ces forces étrangères aillent semer la confusion parmi les ennemis que parmi nous.

Nous ne pouvons ici que renvoyer nos lecteurs au travail du Parti montrant qu'une des faiblesses de l'IC ne résida pas tant dans la manœuvre qu'elle réalisa, dans des circonstances exceptionnelles, et sous le poids de circonstances historiques

contraignantes, pour fonder le parti international, en cherchant à utiliser contre elles-mêmes certaines forces, qu'elle entendait fonder dans le creuset de l'incendie révolutionnaire mondial, mais dans le fait que cette manœuvre se prolongea au-delà de sa formation, alors que les conditions de sa réussite faisaient défaut (6). Mais il s'agit là de toute autre chose que de la théorisation de la IV^e, née en avance, sur l'impuissance du parti révolutionnaire s'il ne réussit pas à entraîner de futures et hypothétiques ailes centristes à l'adresse desquelles elle oriente son travail d'une manière stable.

*

Cette théorie de la « construction du parti », qui en fait est celle de la non-construction du parti marxiste, aux frontières théoriques, programmatiques, tactiques et organisatives bien définies, et celle de la mise en place d'un autre parti, aux frontières toujours indéfinies, avec d'autres fonctions que le premier, est en rapport direct avec la vision de la IV^e Internationale, qui escamote aussi bien l'insurrection que la dictature du prolétariat, et n'a donc pas besoin de l'organe qui les prépare et les dirige. Elle est toute empreinte de cet « intermédisme » propre au centrisme, qui se soucie toujours d'avancer des objectifs intermédiaires qui constitueraient autant de plates-formes nécessaires — ou simplement favorables en elles-mêmes — pour affronter les tâches suprêmes, en choisissant comme préférable l'un des dédoublements de la forme de domination de la bourgeoisie ou des partis à son service, et qui sont en fait autant d'armes dirigées contre le prolétariat et le parti. Il en va ainsi de la théorie des « gouvernements ouvriers », il en va ainsi, plus généralement, d'après les termes mêmes de Mandel, de la lutte politique qui pointe, pour ce mouvement, à travers « l'axe des revendications transitoires et de l'auto-organisation du prolétariat aboutissant à la dualité de pouvoir dans les pays impérialistes » (7).

Nous visons, quant à nous, non pas à construire des équilibres instables entre les classes et les forces politiques, mais à les détruire en faveur du prolétariat, non pas à construire un double pouvoir, mais à le détruire, si jamais il apparaît, par l'insurrection, pour donner le pouvoir à la dictature du prolétariat ; non pas à favoriser la naissance de partis qui paralysent les efforts du prolétariat et s'interposent entre lui et ses tâches historiques, mais à les détruire.

Nous visons directement à la conquête révolutionnaire du pouvoir, à la construction du parti communiste mondial, seul capable de l'assurer et de le défendre.

(4) Dans Parti et classe, pp. 30-31.

(5) Les tâches principales de l'Internationale Communiste, dans « Quatre Premiers Congrès de l'Internationale Communiste », Maspéro, p. 42.

(6) Pour ce qui est de notre bilan des conditions de la naissance de l'IC et de celles, plus sévères, exigées par l'histoire, de la reconstitution du parti communiste unique et homogène, nous renvoyons le lecteur à l'article « sur la voie du parti compact et puissant » de demain, paru dans Programme Communiste n° 76.

(7) « Le 40^e anniversaire de la IV^e Internationale », dans Inprecor n° 34 du 21-9-1978.

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 3 (mars 79) de

PROLETARIER

- Abschaffung der Lohnarbeit heisst Abschaffung der Produktion für die Produktion.
- Iran : Für die Revolution braucht man die Partei.
- China-Vietnam : Das Lügegebäude des « Nationalen Sozialismus » bricht zusammen.
- Ein Beitrag zum Frauentag : Gegen den Feminismus ! Für den proletarischen Klassenkampf !
- Die Mieterstreik in den Gastarbeiterheimen Sonacotra : Das Erwachen der ausländischen Arbeiter in Frankreich.

QUELQUES ARTICLES SUR LE CONTROLE DE L'IMMIGRATION DANS LE PROLETAIRE ET EL OUMAMI :

- Bourgeoisie, social-impérialisme et immigration, n° 151.
- Travailleurs français-immigrés, une seule classe ouvrière, n° 270.
- Préparer la riposte de classe à l'attaque bourgeoise contre les travailleurs immigrés, n° 278.
- Bases pour une riposte de classe aux expulsions de prolétaires immigrés, n° 280.
- La politique criminelle de division du PCF et de la CGT, n° 283.
- Le PS, partisan du contrôle de l'immigration, n° 284.
- Vive l'unité internationale de la classe ouvrière !, « El Oumami » n° 2.
- Le mythe de la « réinsertion », idem.



• NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION !

- liberté totale de circulation pour les travailleurs !
- abrogation de toutes les mesures discriminatoires et répressives en matière d'entrée, de séjour, de travail et d'immigration familiale !

• NON AUX REFOULEMENTS ET AUX EXPULSIONS !

- renouvellement automatique des cartes de séjour !
- régularisation des sans-papiers !
- riposte de classe aux exactions policières et aux crimes racistes !

• DROITS EGALX POUR TOUS LES TRAVAILLEURS !

- suppression de toutes les discriminations dans l'embauche, le logement, l'école, l'aide aux chômeurs !
- abolition de la législation limitant les droits de réunion et d'organisation des étrangers en France !

parti communiste international (le prolétaire)

Les axes de notre campagne de parti

Nous publions ci-dessous de larges extraits d'une circulaire interne de décembre 1978 destinée à orienter notre campagne de parti contre le contrôle de l'immigration. De nombreux articles, parus aussi bien dans Le Proletaire que dans El-Oumani, s'efforcent d'illustrer et

d'approfondir les différents points qui sont abordés dans cette circulaire et qui sont également repris dans le cycle de réunions publiques que nos sections ont entrepris sur ce thème vital pour la lutte prolétarienne.

[...] Pour nous, les migrations ouvrières sont le résultat le plus pur du développement bourgeois. C'est un résultat révolutionnaire qui en brassant les ouvriers des nationalités différentes favorise les conditions de l'union internationale de la classe ouvrière.

La bourgeoisie ne peut pas ne pas brasser les populations. Mais elle essaie toutefois de lutter contre les conséquences subversives de son propre mode de production en contrôlant les flux migratoires, non seulement de manière à renvoyer le résultat de l'anarchie capitaliste et les difficultés sociales sur le voisin, mais surtout en divisant les ouvriers au moyen d'une politique de discrimination sociale, juridique et politique à l'égard des ouvriers migrants, phénomène qui s'aggrave dans les pays impérialistes du fait de la tradition de supériorité colonialiste et raciale.

Plusieurs conséquences découlent directement de notre explication :

1) Le nœud de la question, la cible de notre riposte est la lutte contre le contrôle de l'immigration, à laquelle la question de l'égalité des droits, pour importante qu'elle soit, est elle-même subordonnée : en effet, d'une part nous ne réclamons pas l'égalité juridique en elle-même mais pour répondre aux besoins de l'unification de la classe et, d'autre part, le contrôle s'appuie sur la différence de statut juridique entre les ouvriers de nationalité différente.

2) La riposte intéresse avant tout la classe ouvrière, car l'affaire concerne la classe ouvrière et non les autres classes. La riposte vise à l'union des rangs prolétariens et non à réaliser les idéaux intemporels de l'égalité, de la liberté, des droits et de l'antiracisme. Ceci n'exclut

nullement que le prolétariat, qui est la seule force capable de mener cette lutte, doit également prendre en charge le combat contre la circulaire Bonnet qui, en instituant un contrôle strict des étudiants étrangers, d'une part complète en fait les dispositions sur le contrôle des ouvriers, et d'autre part vise à réprimer l'agitation politique dont la France est, en tant que centre impérialiste, un pôle naturel pour de nombreux pays dominés.

3) La riposte n'est pas une affaire locale, ou « nationale » qui se place du point de vue des intérêts du prolétariat d'une nationalité, mais une affaire « sociale », internationale.

Ceci n'est pas seulement vrai parce que les ouvriers de toutes les nationalités se doivent de réagir sous peine de voir la riposte à l'offensive capitaliste stérilisée. C'est surtout vrai parce que la lutte concerne les classes ouvrières de nombreux pays entre lesquels les ouvriers migrants sont un trait d'union vivant. Quelle que soit l'issue de la lutte, elle aura un écho et des effets dans plusieurs pays, car parmi les ouvriers qui y auront participé et qui retourneront chez eux, certains seront des dirigeants ouvriers, et il n'est pas indifférent que le maximum de liens soient conservés avec les luttes ici.

4) Notre riposte doit, sur le terrain défini ci-dessus, être dirigée non seulement contre l'Etat impérialiste, mais également :

a) d'une part, contre les partis social-impérialistes et les bureaucraties syndicales qui se font les complices directs et ouverts du contrôle de l'immigration ;

b) d'autre part, contre les différentes bourgeoisies « nationales » qui, même lorsqu'elles prétendent dénoncer la poli-

tique de l'impérialisme français, collaborent avec lui pour accentuer dans l'immigration comme « au pays » leur pression politique sur la classe ouvrière.

Il est de ce point de vue indispensable de dénoncer les thèmes du « retour au pays » et de la « réinsertion » qui servent de justification hypocrite à la politique impérialiste.

5) Elle doit être également dirigée contre tous les courants qui veulent faire de la riposte une lutte « démocratique et antiraciste », ou encore une lutte « locale » et « nationale », ou qui hésitent entre ces orientations et l'orientation prolétarienne et de classe. Il s'agit :

a) d'une part, des courants de « l'extrême gauche » qui prétendent travailler en direction de la classe ouvrière « française » mais sont suivistes par rapport à l'opportunisme (trotskystes et maos « officiels ») ou ceux qui sont « antisindicalistes » de principe ou « antiréformistes » sans principes (sectes maoïstes).

b) d'autre part, des courants qui travaillent dans l'immigration et entravent le passage des prolétaires immigrés sur un terrain de classe explicite, paralysant même la riposte collective par-dessus les barrières de nationalités qui existent dans l'immigration.

Tous ces courants proposent d'une manière ou d'une autre toutes les méthodes de l'opportunisme ou du démocratisme pur, ne luttent pas réellement contre le contrôle de l'immigration, partent d'un point de vue national et non international, charrient les thèmes du « retour au pays », de l'antiracisme général, qui donnent dans les faits l'initiative à l'opportunisme, à travers le jeu dualiste des deux pôles PC/CGT et PS/CFDT [...].

Pour faire le point sur la lutte des foyers de travailleurs immigrés (2)

Comment briser le mur de l'isolement

Les problèmes que doit affronter la lutte des foyers, et qu'elle n'est pas parvenue jusqu'ici à résoudre, sont ceux qui se posent inévitablement à toute lutte prolétarienne. De leur juste résolution dépend le succès des luttes à venir ainsi que la renaissance d'organisations ouvrières capables de faire face au front uni de la bourgeoisie et des réformistes.

Une limite à laquelle s'est heurtée la lutte, et qui explique le caractère tragique de la situation actuelle, c'est son isolement. Nous avons suffisamment combattu le sabotage des partis de gauche et des directions syndicales (CFDT comprise), qui portent naturellement la responsabilité la plus grande du ghetto dans lequel est confinée la lutte des prolétaires immigrés, pour n'avoir pas à y revenir maintenant.

Mais toute lutte est appelée à être sabotée de la même manière par l'opportunisme. Le problème est donc, dans toutes les luttes, de trouver les moyens de briser le ghetto malgré et contre les bureaucraties syndicales.

Les leçons de l'échec de la lutte des foyers sur ce point sont d'autant plus significatives — et d'autant plus profitables si elles sont assimilées — que chez au moins une partie des dirigeants de cette lutte courageuse il existe une solide méfiance vis-à-vis des partis de gauche et des directions syndicales, une méfiance forgée par les trahisons répétées des luttes d'émancipation anticoloniale et des mouvements de prolétaires immigrés. Il existe aussi une conscience du besoin d'une propagande constante envers les travailleurs français ; cela d'ailleurs a été démontré par la magnifique manifestation du 1^{er} mai 1978, ainsi que par les centaines de milliers de tracts périodiquement diffusés avant les manifestations centrales et locales dans les quartiers et même dans les usines.

Naturellement une grosse partie de l'échec tient à la situation objective elle-même : tous les prolétaires sont isolés, séparés les uns des autres, enfermés dans autant de compartiments étanches. Aussi serait-il faux de prétendre que les ou-

vriers français seraient « insensibles » au sort de leurs frères de classe. En effet la condition de la solidarité de classe et de sa manifestation active est la mise en mouvement des travailleurs eux-mêmes. Aucune propagande ne peut susciter par elle-même la solidarité si elle ne s'appuie sur la manifestation d'intérêts communs.

Or c'est là qu'est le problème. La solidarité directe, les pas pratiques vers les prolétaires d'une autre catégorie ne peuvent se manifester, dans le cloisonnement présent, que dans la mesure où les prolétaires ressentent par leur propre expérience la trahison des bureaucraties syndicales. Sinon ils s'imaginent exprimer sincèrement leur solidarité par le canal syndical, et ce d'autant que les bonzes n'ont pas manqué, depuis un an en particulier, de mener une campagne mensongère sur les immigrés.

Mensongère, cette campagne l'est tout d'abord parce qu'elle verse quelques larmes sur la condition des prolétaires immigrés, de manière à faire croire que les directions syndicales les défendent, et à capitaliser ainsi les sympathies qui peuvent se manifester, alors que simultanément la défense ignoble du contrôle de l'immigration par la CGT et la CFDT attise l'esprit raciste et xénophobe, qui dérive naturellement de la concurrence entre les ouvriers. Ensuite parce que la démagogie de curé sur les immigrés s'accompagne du black-out sur la lutte des foyers, dont les méthodes sont dénoncées comme « aventuristes » et « gauchistes », et dont la direction, le Comité de coordination, fait l'objet d'une campagne de dénigrement systématique visant à la discréditer auprès de la masse des travailleurs.

Le problème qui s'est posé à la lutte des foyers et qui se pose à toute lutte ouvrière, c'est de parvenir à briser le mur de l'isolement par la recherche systématique de contacts directs avec les groupes de prolétaires en lutte qui se trouvent dans la même situation.

Or, comme le prouve la lutte des foyers, il ne suffit pas pour cela d'une propagande

générale comme celle qui a été faite — et qu'il fallait faire — pour appeler aux diverses manifestations. En effet cette propagande peut être parfaitement « absorbée » et contrée par les directions syndicales elles-mêmes, si aucun contact direct à la base n'est pris de manière à briser le véritable cloisonnement instauré par les appareils syndicaux.

Ce travail ne peut être réalisé par les organisations d'extrême gauche qui le refusent pratiquement et qui n'ont d'autre souci que de manœuvrer au sein de l'appareil des syndicats ou bien qui combattent même l'idée de syndicats, ce qui revient dans les deux cas à laisser le monopole du travail sur les entreprises aux bureaucraties syndicales.

Il s'est avéré également qu'un tel travail ne pouvait être assuré entièrement par les Comités de soutien, non seulement du fait du sabotage plus ou moins ouvert des groupes maoïstes, mais en raison aussi de l'énorme charge de travail qui a pesé sur les épaules de tous les camarades dévoués à la cause de la lutte des résidents.

A notre avis, et nous avons fait dès septembre 1978 des propositions pratiques dans ce sens, le Comité de coordination avait la responsabilité d'impulser un travail systématique envers les entreprises par le biais des résidents des foyers, avec l'aide des Comités de soutien.

L'importance qu'aurait eu un tel travail saute aux yeux. Tout d'abord il était indispensable de préparer le terrain pour qu'au moment tout à fait prévisible des saisies-arrests, les résidents trouvent un maximum de solidarité parmi leurs camarades de travail, ce qui aurait élargi le front de la lutte. Surtout l'absence de ce lien est aujourd'hui tragique à l'heure des expulsions des foyers. Qui est en effet mieux placé que les travailleurs d'une entreprise voisine d'un foyer pour se mobiliser rapidement (même si ce n'est que partiellement) pour courir porter secours à leurs frères de classe cernés par les flics et les CRS ?

(suite page 8)

La bourgeoisie lâche ses flics pour expulser les résidents

A la rescousse !

Devant la résistance des résidents en lutte qui, avec leur Comité de Coordination, maintiennent leurs revendications malgré toutes les pressions administratives et juridiques, malgré les manœuvres pour négocier foyer par foyer, ou région par région, la bourgeoisie passe à l'attaque ouverte contre les grévistes.

Mardi 10 avril, à Strasbourg, les CRS accompagnés de quelques huissiers entrent par la force dans trois foyers (La Meinau, Koenigshoffen, Schiltigheim). Ils expulsent 144 résidents condamnés par les tribunaux, et matraquent les travailleurs qui, dans la matinée, se rassemblent sur la route de Colmar, devant le foyer de la Meinau. Les résidents, après avoir tenté de résister dans l'un des foyers en bloquant les portes, organisent rapidement, avec l'aide de leur Comité de Soutien un appel à la solidarité et à la mobilisation sur les usines de la ville.

Ces attaques policières commencent également dans la région parisienne, puisqu'à Sartrouville les CRS ont expulsé ce vendredi 13 avril 25 résidents dans les mêmes conditions.

La bourgeoisie semble donc décidée à en finir par la force avec cette lutte. Pour résister, les ouvriers ne peuvent compter ni sur la justice bourgeoise qui a montré ce qu'elle valait, ni sur les « organisations responsables » spécialistes de la collaboration de classe et de la trahison.

A la force de la bourgeoisie il faut opposer la force de la classe ouvrière et préparer partout où c'est possible la solidarité active des travailleurs français et immigrés pour assurer la protection des foyers et la riposte immédiate la plus large possible des ouvriers des usines et des quartiers proches.

Non au contrôle de l'immigration !

La démagogie de la CFDT

Nous avons récemment analysé l'attitude criminelle du PC et de la CGT vis-à-vis des prolétaires immigrés. Nous avons également montré qu'en dépit de ses airs philanthropiques, le PS mène une politique tout à fait semblable (*). Il manquait l'étude de la position de la CFDT. Cette dernière marche visiblement la main dans la main avec le PS.

La CFDT se distingue par sa démagogie sur l'égalité des droits et la « liberté de circulation », mais uniquement pour les immigrés en règle, sous contrôle de l'ONI. Cette position lui a permis d'une part, le 20 novembre 1978, de mettre en place une « plate-forme revendicative sur les problèmes de l'immigration » commune avec tous les partis de gauche (PCF, PS, PSU), la CGT, l'Amicale des Algériens en Europe, les organisations soi-disant de défense des travailleurs immigrés (Maison des Travailleurs Immigrés, FASTI, GISTI, Cimade, etc.) et les organisations démocratiques (Ligue des Droits de l'Homme, Syndicat de la Magistrature, MRAP, etc.).

La plate-forme ne dit pas un mot bien sûr contre le contrôle de l'immigration, mais pleurniche hypocritement sur les conséquences de ce contrôle : refoulements, contrôles policiers, politique de renvoi des travailleurs immigrés. Son contenu est quasi identique à celui de la proposition de loi du PS : carte d'identité unique de 10 ans, sans restriction de lieu ni de profession, mais dont l'attribution (laissée à la discrétion de l'Etat bourgeois) conditionne le droit au séjour et au travail ; renouvellement des papiers venus à expiration pour ceux qui les ont ; arrêt des expulsions et refoulements « ayant un caractère arbitraire », mais pas d'opposition à ceux qui seront prononcés dans les conditions suivantes : « notifications et motivations des décisions, procédures gratuites contradictoires (à l'exclusion du défaut), caractère public de l'instance, voies de recours suspensives » ; droit à la participation à la

vie démocratique municipale. En ce qui concerne les droits sociaux, tous les signataires (PS compris) sont d'accord pour reconnaître le principe de « l'égalité des prestations familiales et des droits sociaux, quel que soit le lieu de résidence de la famille » et « le droit au regroupement familial avec la possibilité à l'accès au travail ». Reconnaissance de principe, pure démagogie, qui cédera vite aux exigences du « réalisme » comme l'a prouvé le PS avec sa proposition de loi.

D'autre part, les positions de la CFDT l'ont conduite à participer, par l'URP-CFDT et l'UD-CFDT Paris, au collectif SOS-Refoulements, qui regroupe 28 organisations et qui « s'est fixé comme principal objectif la lutte contre les procédures d'expulsion, les refoulements et les refus systématiques de régularisation qui se multiplient, [...] les contrôles et les brutalités policières » (conférence de presse du Collectif du 21.11.78, *Syndicalisme Hebdo*, 14.12.78), mais sur la base de l'acceptation totale du contrôle de l'immigration.

Sur une telle base, on ne peut verser que quelques larmes de crocodile sur les conséquences inévitables d'un contrôle qu'on admet parfaitement. Et le choix des méthodes d'action du collectif, cantonnées au seul terrain démocratique, prouve s'il en était besoin que le collectif n'entend pas lutter sérieusement contre l'état d'exception qui frappe toute une partie de la classe ouvrière.

Permanences pour « recevoir les travailleurs en butte aux abus administratifs et mettre en œuvre des recours collectifs », « chaque fois que c'est utile, accompagnement des travailleurs pour le renouvellement de leurs papiers », « avertir les travailleurs immigrés des mesures qui peuvent être prises contre eux » (!), « travail d'information et d'élargissement par [...] des contacts avec la presse chaque fois que des incidents se produisent, production d'un dossier noir, contacts avec des organisations sur la base de la plate-

forme ». Mais, à travers un tel organisme, la CFDT donne un pôle d'organisation aux associations immigrées (AMF, CTA, FATE, MOTIF, FETRANI, UGTSE, UTIT, MTM, ASSEC) et, par l'intermédiaire des organisations de défense et de solidarité aux immigrés (entre autres les CUFI), aux organisations d'extrême gauche (LCR, OCT, PCFml, PCR). Toutes ces organisations contribuent à camoufler le rôle objectif de la CFDT, courroie de transmission des exigences de la bourgeoisie au sein du prolétariat, en cautionnant son action. Et elles l'aident même à le remplir plus efficacement : la CFDT n'a-t-elle pas besoin pour cela de « la reconnaissance par les immigrés de la CFDT comme leur syndicat », raison profonde de sa participation à la manifestation des foyers en lutte du 18 novembre (CFDT-Métal, n° 11/c). Il suffit d'ailleurs de voir comment la CFDT a rendu compte à ses militants de cette manifestation (*Syndicalisme Hebdo* du 23-11-78) pour comprendre que cette « reconnaissance » ne lui servira qu'à mieux trahir les luttes des travailleurs immigrés et au-delà les intérêts de toute la classe ouvrière.

Défendre dans les sections syndicales, CFDT comme CGT, le principe de la solidarité de classe avec les prolétaires immigrés est une chose — qui ne peut d'ailleurs être menée que contre les bureaucraties syndicales. Prétendre qu'on peut jouer sur le flou ou les ambiguïtés des positions officielles pour influencer l'appareil dans un sens favorable à la lutte prolétarienne, ce n'est pas seulement se mettre le doigt dans l'œil et oublier que ce « flou » et ces « ambiguïtés » ne sont justement là que comme attrape-gauchistes. Que l'on mène un combat résolu pour la défense de l'ensemble de la classe et contre le contrôle : on verra alors que derrière le flou charmeur, la boniserie a bien une solide position anti-ouvrière...

(*) Voir à ce sujet *Le Prolétaire* n°s 283 et 284.

Les prolétaires immigrés en Europe occidentale

La CEE compte aujourd'hui 5,7 millions de travailleurs actifs étrangers, ce qui porte la population étrangère à 15 millions d'habitants.

Sur ces travailleurs actifs, il y a 900.000 Italiens qui sont employés en Allemagne, en Suisse, en France et en Belgique, 650.000 Maghrébins résidant essentiellement en France, des Turcs essentiellement employés en Allemagne. Quatre nationalités fournissent un chiffre tournant autour de 450.000 personnes : Irlandais résidant en Angleterre, Portugais travaillant principalement en France, Espagnols partagés entre la France, l'Allemagne et la Suisse, Yougoslaves résidant principalement en Allemagne. 900.000 travailleurs actifs en Angleterre viennent du Commonwealth (Indiens, Pakistanais, Antillais, Africains).

Les grands pays utilisateurs de main-d'œuvre étrangère sont, dans l'ordre, l'Allemagne : 1,9 million ; la Grande-Bretagne : 1,7 ; la France : 1,6 ; la Suisse : 0,5 ; la Belgique : 0,3 ; la Suède et l'Autriche : 0,2 ; les Pays-Bas : 0,1.

Selon le rapport 1978 du SOPEMI (organisme spécialisé dans les migrations des travailleurs), « alors même que l'emploi étranger, exprimé en pourcentage de la population active, diminuait, la population étrangère totale s'est accrue partout depuis 1973, ou n'a guère évolué (sauf en Suisse, où elle a diminué d'un peu plus de 11 %) ». Qu'est-ce que cela signifie ? Que le contrôle n'empêche pas les migrations, mais qu'il fait des ouvriers immigrés des chômeurs préférentiels.

Selon ce même rapport, « les envois de fonds effectués par les migrants vers leur pays d'origine se sont élevés en 1977 à près de 7,5 milliards de dollars (...). Ils demeurent donc aussi importants qu'avant la crise ». Qu'est-ce que cela veut dire ? Que les immigrés actifs non seulement entretiennent sur leur salaire leurs camarades au chômage, mais en plus font en général des sacrifices accrus pour faire vivre leur famille dans les pays d'origine où les effets de la crise sont encore plus catastrophiques... Parler du « retour au pays » — et qui plus est du « retour volontaire » — n'est-ce pas doubler le cynisme du chauvinisme d'une insupportable hypocrisie ?

La bourgeoisie française prépare une nouvelle loi contre les ouvriers immigrés

Contrôle de l'immigration renforcé et plus aisé pour la police, voilà le contenu déclaré du projet de loi que Stoléru va proposer au Parlement ce printemps sous couvert de « simplifier » et d'« uniformiser » la délivrance des papiers. En effet, d'après la lettre de Stoléru de février 1979 aux organisations syndicales : « Aux trois cartes existant actuellement seront substituées :

- une carte ordinaire de séjour valable un an et renouvelable jusqu'à ce que l'étranger justifie de 25 ans de séjour en France ;
- une carte de résident privilégié, d'une durée de 10 ans, délivrée après 25 ans de séjour en France à tout étranger, ou après 1 an (...) pour certaines catégories (réfugiés et apatrides, conjoints de Français). [...]
- Le contrôle de la main-d'œuvre étrangère sera renforcé par la procédure annuelle du renouvellement de la carte de séjour. Ce renouvellement pourra être refusé pour l'un des motifs suivants :
- motifs tirés de l'ordre public ;
- ressources insuffisantes ou non régulières ;
- refus de délivrance, de renouvellement de l'autorisation de travail ;
- motifs d'ordre sanitaire ;
- retour tardif de congés pris hors de France. »

La bourgeoisie se donne les moyens « légaux » de sélectionner pour les besoins du Capital une masse de travailleurs immigrés sur les critères de résignation devant l'exploitation, bonne santé, discipline au travail, rentabilité, et d'expulser tous les autres ! Et de diviser l'ensemble de la classe, en tentant d'utiliser les immigrés, par le chantage au renouvellement des papiers, pour faire baisser le salaire ouvrier moyen. La bourgeoisie utilise les mêmes armes contre les ouvriers dans tous les pays !

Les mesures frappant les prolétaires immigrés en Allemagne

Nous avons reçu de notre Rédaction allemande cet article qui montre bien que des deux côtés du Rhin, les lois du capitalisme et les bourgeois sont les mêmes, la misère de la classe ouvrière et ses intérêts aussi.

Fin 1973 : c'est le début de la « grande crise » (montée en flèche du chômage), mais aussi la fin de la plus puissante vague de grèves sauvages qu'ait connue la RFA (de mai à septembre 73), luttes menées pour la plupart par des ouvriers immigrés, dont le point culminant a été la grève des ouvriers turcs de Ford à Cologne (du 24 au 30 août 73). A l'origine de cette dernière il y avait la décision de la direction de licencier 500 ouvriers turcs sous prétexte de retards à la rentrée des congés passés en Turquie. La grève fut massive, mais suivie seulement par les immigrés et se heurta dès le début à tous les organes de répression de la bourgeoisie : depuis le syndicat jusqu'aux flics en passant par le comité d'entreprise. Elle resta jusqu'au bout isolée des ouvriers allemands et fut durement réprimée : 600 ouvriers turcs furent jetés à la rue, 30 furent emprisonnés, 80 blessés dans les affrontements avec la police et la milice syndicale. Pour la bourgeoisie allemande ce fut un signal d'alarme.

De septembre 72 à septembre 73 le nombre de travailleurs immigrés en RFA s'est accru de 300.000, passant à 2.600.000. De septembre 73 à septembre 74, 250.000 ont été expulsés, de septembre 73 à septembre 76, environ 700.000.

L'Etat n'a pas eu besoin pour cela de faire voter des lois spéciales. Il lui suffisait d'appliquer la législation existante, dont certains juristes disent qu'elle est « la plus libérale du monde », tandis que d'autres font remarquer qu'elle est en parfaite continuité avec la législation nazie de 1938 :

« Le permis de séjour peut être accordé lorsque la présence de l'étranger ne porte pas atteinte aux intérêts de la RFA ». Et surtout il « peut être limité dans l'espace et dans le temps ainsi qu'être assorti de conditions et d'obligations ». Ce dernier paragraphe de la « loi sur les étrangers » de 1965 n'est d'ailleurs que la copie d'une loi datant de 1938.

La durée du permis de séjour peut être de un à cinq ans. Les conditions et obligations sont par exemple : interdiction d'exercer un métier indépendant, de changer de lieu de travail, obligation de déposer la somme d'argent nécessaire pour rembourser les frais d'une éventuelle expulsion, enfin la

fameuse « rotation volontaire » : l'immigré reçoit un permis de séjour à durée limitée à la condition de s'engager, passé ce délai, à retourner dans son pays.

« Le permis de travail est accordé en fonction de la situation et de l'évolution du marché du travail et compte tenu de chaque cas particulier. Il doit être limité dans le temps et peut être limité à des entreprises, des branches professionnelles, des secteurs économiques ou des circonscriptions déterminées ». Cette « loi d'incitation au travail » qui date de 73 ou 74, n'apporte rien de nouveau : les lois existantes, établissaient déjà que le permis de travail non seulement devait être limité dans le temps, mais « pouvait » être limité à une entreprise, branche, etc., déterminée.

Le 23-11-73, le gouvernement décréta l'arrêt du recrutement des travailleurs immigrés qui ne viennent pas des pays de la CEE, c'est-à-dire de tous les immigrés à l'exception des Italiens qui ne représentaient d'ailleurs que 16,8 % du prolétariat immigré en RFA.

Comment l'Etat pouvait-il appliquer une telle mesure ? Dès le début de l'immigration massive (ou plus exactement à partir du moment où l'immigration en provenance de RDA s'est révélée insuffisante pour les besoins de l'économie de la RFA) c'est un organisme de l'Etat, l'Agence fédérale du travail (BFA) qui se vit confier le monopole du recrutement des ouvriers immigrés dans leur pays d'origine. La BFA remplit donc un rôle semblable à celui de l'ONI en France. Notons que c'est un organisme tripartite avec des représentants de l'Etat, des organisations patronales et des syndicats ; le président de la BFA est un dirigeant du DGB (le syndicat soi-disant ouvrier). Au départ la BFA devait centraliser les offres d'emploi des capitalistes et organiser le recrutement de travailleurs étrangers en conséquence, conformément aux accords bilatéraux signés avec les Etats fournisseurs de main-d'œuvre. Mais cette première tentative de contrôle et de centralisation de l'immigration échoua devant la pression conjuguée des besoins anarchiques en main-d'œuvre du capitalisme développé et du chômage croissant dans les pays à la périphérie de l'Europe. Dès 1962 la BFA dut renoncer à son monopole, et

l'Etat acceptait de légaliser l'entrée massive des travailleurs immigrés par les voies « normales ». Des statistiques précises montreraient sans doute qu'en même temps que le nombre des travailleurs immigrés croissait de façon vertigineuse, la part de ceux qui étaient recrutés par la BFA diminuait régulièrement. En 1972 elle était de 35,4 %.

En décrétant l'arrêt du recrutement, l'Etat ne pouvait donc se contenter de mettre fin au recrutement par la voie de la BFA. Son moyen de contrôle s'exerçait bien plus à travers les Agences pour l'emploi qui accordent ou refusent les permis de travail aux travailleurs étrangers. On cite beaucoup dans la presse « libérale », des directives « confidentielles » que la BFA a envoyées aux agences pour l'emploi en 1974. Ces dernières devaient « faire la preuve » que les permis de travail accordés étaient nécessaires, c'est-à-dire qu'il n'y avait pas pour ces emplois des travailleurs nationaux disponibles, ceux-ci étant « prioritaires ». Dans la pratique, ce pouvoir discrétionnaire laissé aux Agences pour l'emploi fut exercé de façon très « souple » : chaque fois qu'un patron voulait dans cette période de récession se débarrasser d'une partie de sa main-d'œuvre immigrée, il le faisait savoir à l'agence, qui n'avait plus qu'à refuser la prolongation d'un nombre déterminé de permis de travail. Ainsi les licenciements pouvaient être immédiats (sans préavis), faisaient l'économie des longues procédures démocratiques normales (avis du Comité d'entreprise, commissions d'arbitrage, etc.) et ils étaient couverts par la loi. D'autre part, les travailleurs sans permis de travail et dont le permis de séjour s'achevait étaient automatiquement expulsés, à moins qu'ils ne se décident à rester dans l'illégalité. En juillet 74, la police des frontières estimait à 240.000 le nombre d'« irréguliers » en RFA (*Die Welt*, 25-7-74).

Ajoutons que, pour ceux que leur permis de travail autorise à chercher un autre emploi, le permis de séjour n'est plus prolongé lorsque le droit à l'allocation-chômage (*Arbeitslosengeld*) est épuisé (ce droit s'étend de 3 à 12 mois, à condition que l'ouvrier ait travaillé au moins 6 mois au cours des deux dernières années). L'aide-chômage (*Arbeitslosenhilfe*), d'un montant très inférieur et qui est en principe accordée après l'expiration de la première à tout travailleur

(suite page 8)

Les luttes ouvrières en Iran avant les « journées » de février

(Suite de la page 3)

former les rapports sociaux et l'Etat sans permettre la moindre brèche pour la lutte sociale.

La vague sociale qui a été relancée au début des années 70 par la reprise des grandes luttes ouvrières s'est accompagnée d'une intensification fantastique de la répression et du déchaînement de la violence policière : c'est ainsi qu'en 1973 la gendarmerie est intervenue lors de la grève des ouvriers de la fabrique « chaussure nationale » et a fait plusieurs blessés. En 1974, à la suite de la grève des 800 ouvriers de l'usine de moteurs à Tabriz, 100 ouvriers furent exclus, des dizaines furent arrêtés et 25 envoyés au service militaire. Toujours en 74, 19 ouvriers furent tués lors de la manifestation des grévistes de l'usine « Djahan Tchit » de Kadadj. En 1975, les forces de l'ordre encerclèrent l'usine de tissus « Chehi » où 1.500 ouvriers étaient en grève. Les forces de l'ordre tirèrent sur les ouvriers dont plusieurs furent blessés. En 1976, la SAVAK réprima dans le sang la grève des ouvriers des tissus, comme elle l'a fait pour les ouvriers de l'usine des appareils électriques de Téhéran en décembre 76, etc.

Il est donc parfaitement compréhensible que de plus en plus, à côté des revendications à caractère économique, soient apparues des revendications exprimant les besoins politiques immédiats des masses ouvrières, des revendications qui visent à combattre en même temps

que l'exploitation patronale, le **joug policier**. Les ouvriers du pétrole ont par exemple réclamé, dès le début du mouvement, la dissolution des « services de sécurité » de la SAVAK sur les lieux de travail. Ils ont également réclamé dès le mois de novembre dernier l'élimination du colonel Kalyaai, chef du « service de sécurité » de la raffinerie d'Abadan, connu pour ses pratiques de tortionnaire.

Avec les employés d'Aïr-Iran, les travailleurs du pétrole ont notamment lutté pour la suppression de la loi martiale à Téhéran et dans onze autres villes. Le 28 octobre 1978, les travailleurs des télécommunications annonçaient de leur côté qu'ils ne reprendraient pas le travail tant que leurs revendications ne seraient pas satisfaites. Parmi ces revendications figuraient : la libération des prisonniers politiques détenus pendant ces 25 dernières années ; l'expulsion des conseillers américains ; l'épuration radicale de tous les fonctionnaires ; la dissolution du « service de sécurité » de l'entreprise ; le droit de créer un syndicat, etc.

Le besoin qu'a la classe ouvrière de s'organiser était donc ressenti comme de plus en plus pressant. Mais en même temps le terrorisme policier rendait cette organisation réellement difficile. En effet, ni les formidables vagues de lutte sociale des années 56-63 ni celle qui a commencé en 1970 n'avaient permis, avant l'explosion généralisée de 1978, de donner à la classe ouvrière iranienne la moindre possibilité d'organisation économique

durable et dépassant le cadre local. Et comment faire tant que la SAVAK était dans les usines ?

La pression policière sur la classe était même si forte que les éléments ouvriers les plus combattifs ont dû souvent, pour ne pas être éliminés, fuir les entreprises et grossir des groupes qui, dans les conditions propres au pays et dans une situation politique internationale marquée par l'absence de la lutte prolétarienne et du parti communiste, ne pouvaient guère dépasser le niveau des sectes conspiratives et guérilléristes au programme limité par un horizon purement immédiat — et donc bourgeois. C'est le cas des Fedayin, qui apparaissent comme le mouvement le plus radical et dont nous devons reparler.

Dans ces conditions tragiques pour le prolétariat, la lutte des masses a néanmoins utilisé la seule faille laissée par le régime pour s'organiser politiquement : les mosquées, devenues des forteresses de la contestation, au cœur des bazars hostiles au Chah. Mais cela signifiait en même temps la subordination du mouvement revendicatif et politique de la classe ouvrière, par l'intermédiaire des mollahs, à celui de la petite et de la moyenne bourgeoisie du bazar.

Voilà ce qui explique pourquoi une année de luttes populaires immenses n'a pas permis que le prolétariat apparaisse avec des **intérêts de classe distincts**, mais seulement comme l'aile la plus décidée de la lutte pour le départ du Chah.

Comment briser le mur de l'isolement

(suite de la page 6)

Le fait que les directions syndicales se voient contraintes de faire à l'intérieur des entreprises et même des syndicats une campagne d'explication mensongère ne prouve-t-il pas que le terrain était favorable pour une certaine réceptivité des prolétaires à ce problème, que ce soit par le biais de l'exigence de la solidarité de classe, ou encore par celui de la sensibilisation sur les problèmes de logement ?

Le fait qu'une telle action n'ait pu être entamée à grande échelle ne peut qu'être extrêmement dommageable pour la lutte. Certes en matière de lutte des classes aucun résultat ne peut être garanti d'avance. Mais le problème est que la faiblesse de ce travail a, on le voit aujourd'hui, des répercussions négatives sur la lutte elle-même.

En effet, en l'absence d'une mobilisation des résidents en direction de leurs lieux

de travail et plus généralement des entreprises, la principale action dans laquelle ils ont été organisés a été une interminable série de manifestations devant les tribunaux. Ces dernières avaient au début l'avantage de mobiliser les énergies. Mais à la longue, du fait que ces manifestations ne permettent aux résidents de voir que les juges et les flics, et non les autres travailleurs, elles ne peuvent que conforter chez les résidents, en dépit des discours les plus justes et les plus sincères sur la dénonciation de la justice bourgeoise, l'idée que l'action vers les tribunaux est la seule action possible et envisageable. Ceci est un facteur qui contribue à pousser la lutte sur le terrain juridique, où les pièges sont innombrables, et où l'on peut à la rigueur **gagner du temps**, mais où la victoire définitive appartient toujours à la bourgeoisie. Les grandes manifestations centrales permettent dans une certaine mesure d'éviter ce travers et remplissent leur fonction, mais elles ne peuvent pas non plus par elles-mêmes dis-

penser du travail dans les entreprises. L'absence de travail réel d'envergure dans ce sens a un autre **effet négatif**. En laissant de fait le terrain des entreprises aux bureaucraties syndicales, on aboutit à mettre la lutte devant une alternative insupportable : ou bien en **désespoir de cause**, s'en remettre pour tenter de toucher les travailleurs français, aux appareils syndicaux, qui de **toute façon sabotent le travail** ; ou bien, en **désespoir de cause**, renoncer à s'adresser aux travailleurs français. Dans un cas comme dans l'autre le résultat est de laisser subsister la division entre travailleurs français et immigrés. Cette énorme division est un boulet aux pieds de la classe. Elle doit être surmontée pour que la lutte de classe trouve son essor. Elle ne peut l'être que dans l'action sur les intérêts communs, avec une tactique adéquate qui vise à **lier les ouvriers entre eux** en brisant le cloisonnement instauré par l'opportunisme.

(à suivre)

Les mesures frappant les prolétaires immigrés en Allemagne

(suite de la page 7)

allemand (elle est financée également par les cotisations de tous les travailleurs), fut refusée aux étrangers, et la simple demande d'octroi d'une aide-chômage est devenue un motif d'expulsion...

D'autre part, le gouvernement décréta que les enfants et adolescents étrangers entrés en Allemagne après le 30 novembre 74 n'avaient droit ni à un permis de travail ni à une formation professionnelle. Une fois atteint l'âge de travailler, ils devaient donc être légalement expulsés. De cette façon devait être stoppée l'immigration familiale. La décision des gouvernements des Etats et des municipalités d'interdire à partir du 1-4-75 l'entrée des immigrés dans de nombreuses villes ou quartiers où leur « intégration » n'était plus « possible » tendait au même résultat. Le quota maximum d'étrangers fut fixé à 12 % mais l'interdiction, renouvelable tous les ans, peut être prononcée par les municipalités à partir d'un quota de 6 %.

En même temps fut réalisée une réforme des allocations familiales (entrée en vigueur le 1-1-75) « à la française », c'est-à-dire que pour les enfants ne vivant pas en Allemagne, l'ouvrier étranger recevait une somme très inférieure (de l'ordre de 1/5) à celle qui était jusque-là accordée (à égalité avec les Allemands) sous prétexte d'« harmoniser » le montant de cette aide avec le niveau de vie du pays où demeure la famille.

Grâce à cette dernière réforme, la bourgeoisie allemande espérait un gain net d'un milliard de marks. Mais elle fit une

erreur de calcul : malgré l'interdiction de travail et d'accès à l'école faite aux enfants, les travailleurs firent venir en masse leur famille en RFA. Le résultat fut que, tandis que le nombre d'immigrés « réguliers » passait de 2,6 à 1,9 millions de 73 à 76, la population immigrée se stabilisait autour de 4 millions, dont un million d'enfants et adolescents : chaque année, 50.000 à 60.000 d'entre eux arrivent sur le marché du travail !

Deux ans après le décret du 30-11-74, on estimait officiellement à 45.000 le nombre de jeunes étrangers interdits de travail et échappant à tout contrôle scolaire. Les autorités ne trouvèrent pas d'autre solution pour écarter le danger social (les fameux risques de criminalisation (sic) comme le répètent les journaux) provoqué par une telle évolution (rappelons que ces jeunes une fois arrivés à l'âge de travailler restaient pour la plupart en Allemagne et donc devenaient des « irréguliers »), que de lever l'interdiction... pour la reporter au 1-1-77. Les femmes ayant rejoint leurs maris en RFA entre décembre 74 et janvier 77 ne sont pas concernées par cette « concession » : elles ont donc le permis de séjour, mais pas le permis de travail.

L'incohérence de cette « politique de l'immigration » reflète donc bien les contradictions réelles de la société impérialiste. Il faut répondre aux besoins anarchiques du marché du travail (certaines branches, comme l'hôtellerie et le bâtiment, réclament la levée de l'« arrêt de l'embauche »), mais aussi faire supporter au pays fournisseur de main-d'œuvre autant que possible les frais d'en-

tretien de l'armée de chômeurs tout en tenant compte des accords économiques et politiques qui lient la RFA à ces pays, contrôler les flux de main-d'œuvre tout en limitant le marché noir, la multiplication des clandestins, prévenir la formation de quartiers à la Harlem, etc. Toutes les mesures prises jusqu'ici sont des palliatifs et ont été la source de conflits entre les différents secteurs de l'appareil d'Etat concernés par tel ou tel aspect du problème : Ministère du Travail, de l'Intérieur, Commissions fédérales et régionales, etc.

Parmi les nombreux projets de réforme à l'étude, citons celui visant les femmes au sujet duquel voici un commentaire du très sérieux journal *die Welt* du 12-5-78 : « Avec une façon de parler qui abaisse la femme au rang de machine à reproduire, le ministère du travail s'inscrit dans une étude de « l'immigration croissante de femmes en plein âge de procréer », ce qui risque d'entraîner « un taux de croissance démographique très élevé ». Et un expert de l'immigration de proposer : « la situation est la même qu'en Inde. On pourrait faire dépendre l'immigration de l'acceptation de la stérilisation, féminine ou masculine ». On peut d'ailleurs signaler que ce genre d'expérience a déjà connu un début d'application en Amérique latine.

Comme le disent les experts de l'immigration, les mesures prises jusqu'ici ne sont somme toute qu'une solution d'attente jusqu'à ce que nous ayons les moyens de mettre en place une politique plus « cohérente ».

**Soutenez la presse
du Parti !
Abonnez-vous !**

Presse internationale

Voici le sommaire du n° 7
(7 avril 1979) de

il programma comunista

- Fratelli d'Italia, si scoprono l'urto !
- « Grandi manovre » fra imperialismi
- Inghilterra : in vista massicci licenziamenti
- Problemi della lotta per la casa
- Per una via d'uscita dalla disperazione del terrorismo romantico
- A sessant'anni dalla repubblica ungherese dei Consigli
- La crisi siderurgica mondiale in cifre
- Rassegna della nostra stampa in lingua tedesca
- Viva la lotta dei lavoratori dell'aria !
- Tutti i mezzi sono buoni per dividere i lavoratori
- Vita di partito



EL PROGRAMA COMUNISTA

Kommunistisches Programm

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2^e jeudi de chaque mois, soit le 10 mai et le 14 juin, de 19 h 30 à 21 h 30, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

• A Aix-en-Provence : vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit le 21 avril, les 5 et 19 mai, etc.

• A Amiens : tous les lundis de 12 h 30 à 14 h, Café Le Lutetia, rue Saint Leu.

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 à 12 heures, soit le 21 avril, les 5 et 19 mai, etc.

• A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

• A Grenoble : dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 6 et 20 mai, les 3 et 17 juin, etc.

• Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 6 et 20 mai.

• A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 à 12 h (derrière l'Eglise) le 1^{er} dimanche de chaque mois ainsi que tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, de 10 h à 11 h, les dimanches 22 avril, 6 et 20 mai.

• A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 6 mai et le 3 juin.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012, Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le 3^e dimanche de chaque mois, soit le 20 mai et le 17 juin.

• A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

• A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE

Editions Programme
32, rue du Pré-du-Marché
1004 LAUSANNE

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'Inscription à la commission
paritaire de presse : 52926